



RAPPORT DES ONG DE DÉFENSE DES DROITS DES FEMMES AU MAROC

AU TITRE DU 4^{ÈME}
EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL (EPU)

Coordonné par

L'Association Démocratique des Femmes du Maroc (ADFM)

Mars 2022

Français - Anglais

**Rapport des ONG de défense des droits des
femmes au Maroc**
au titre du 4^{ème} Examen Périodique Universel (EPU)

Coordonné par

L'Association Démocratique des Femmes du Maroc (ADFM)

Mars 2022



Le présent document a été élaboré avec l'appui de l'ONU Femmes. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité des associations signataires et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'ONU Femmes.

Dépôt Légal : 2022MO1400
ISBN : 978-9920-30-416-0

Table des matières

Liste des ONG de la Dynamique #HarmonizationNow	4
Associations et coalitions contributrices	4
Introduction	5
Analyse des priorités en matière des droits des femmes et recommandations	5
I- Engagements internationaux et harmonisation de la législation interne avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'Homme	5
I-1- Conventions internationales et leurs Protocoles Optionnels (PO)	5
I-2- Harmonisation de la législation interne avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'Homme	6
I-3- Mécanismes institutionnels des Droits Humains des Femmes	9
II- Droits politiques et civils	10
II-1- Droits politiques	10
II-2- Droits civils	11
A - Le code de la Famille (CdF)	11
B - Le Code pénal	12
C - Code de la Nationalité	13
III- Droits économiques, sociaux et culturels	14
• Education et Formation	14
• Santé	14
• Emploi	15
IV- Violences basées sur le genre	16
Annexes	19

Liste des ONG de la Dynamique #HarmonizationNow :

1. Association Démocratique des Femmes du Maroc (ADFM)
2. Association Femmes du Sud
3. Association Initiative pour la Protection des Droits des Femmes (IPDF)
4. Association Marocaine pour les Droits des Femmes (AMDF)
5. Association Forum Marocain des Femmes
6. Association INSAT Beni Mellal
7. Association Mains Libres
8. Association Solidarité Feminine (ASF)
9. Association NEAMA
10. Association Marocaine des Droits Humains (AMDH)
11. Forum des Femmes Marocaines (FFM)

Associations et coalitions contributrices (par ordre alphabétique)

1. Association ADALA
2. Association AMAL «Femmes En Mouvement pour une Vie Meilleure»
3. Association Aspirations Féminines
4. Association Bougies pour l'Egalité
5. Association CHAMI Pour la Famille et la Femme
6. Association de Lutte Contre le Sida (ALCS)
7. Association Démocratique des Femmes du Maroc (ADFM)
8. Association des Femmes du Sud
9. Association Forum de la Famille Marocaine
10. Association Forum Marocain des Femmes
11. Association Initiative pour la Protection des Droits des Femmes-Fès
12. Association Initiatives pour la Promotion des Droits des Femmes -Meknès
13. Association INSAT Beni Mellal
14. Association INTILAKA pour le Développement l'Environnement et la Culture Afourar
15. Association Mains Libres
16. Association Marocaine de Planification Familiale (AMPF)
17. Association Marocaine des Droits Humains (AMDH)
18. Association Marocaine pour les Droits des Femmes (AMDF)
19. Association Mouvement Alternatives Citoyenne-Fès
20. Association NEAMA
21. Association Solidarité Feminine (ASF)
22. Association TAHADI Pour l'Egalité et La Citoyenneté
23. Association Troisième Millénaire pour le Développement de l'Action Associative Au Sud-Est (ATMDAS)
24. Espace Associatif
25. Euromed Droits
26. Forum des Alternatives Maroc
27. Réseau Amazigh pour la Citoyenneté-AZETTA
28. Réseau des Associations de Développement Sud-Est -RADOSE
29. Réseau Marocain de l'Economie Sociale et Solidaire -REMESS
30. Union de l'Action Feministe (UAF)

Introduction

1. Ce rapport, coordonné par l'ADFM et initié par la dynamique #HarmonizationNow, est adressé au Conseil des Droits de l'Homme en conformité avec sa résolution 5/1, par 30 ONG et réseaux œuvrant dans le domaine des droits des femmes et des droits humains. Ces organisations saisissent l'occasion de l'Examen Périodique universel (EPU) du quatrième rapport du Maroc pour faire part de leurs principales préoccupations et recommandations relatives à la situation des droits des femmes au Maroc. Il a été élaboré selon une approche participative faisant état de l'avancement de la mise en œuvre des recommandations de l'EPU acceptées par le Maroc suite à l'examen de son 3ème rapport périodique.

ANALYSE DES PRIORITES EN MATIERE DES DROITS DES FEMMES ET RECOMMANDATIONS

I- Engagements internationaux et harmonisation de la législation interne avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'Homme

I-1-Conventions internationales et leurs Protocoles Optionnels (PO)

2. Bien que le Maroc ait déclaré « avoir accepté et commencé la mise en exécution » des recommandations¹ du dernier EPU (2017), concernant le renforcement de ses engagements internationaux en matière de l'égalité entre les sexes, aucune avancée n'a été enregistrée à ce niveau.
3. En effet, le Maroc n'a pas retiré ses déclarations interprétatives sur les articles 2 et 15 (paragraphe 2) de la CEDEF ni déposé les instruments relatifs aux PO à la CEDEF et au Pacte international relatifs aux droits civils et politiques (PIDCP), et ce malgré l'adoption des lois² portant approbation desdits protocoles et leurs publication au Bulletin Officiel N° 6387 du 07/07/2015.

1. Notamment les recommandations N° 144.16 ; 144.7 ; 144.6 ; 144.4.

2. Loi n12/125° portant approbation du protocole facultatif de la CEDEF et loi n12/126° portant approbation du protocole facultatif au Pacte international relatifs aux droits civils et politiques (PIDCP).

4. **Recommandations :**

- ❑ Retirer les déclarations interprétatives à propos de l'article 2 et du paragraphe 4 de l'article 15 de la CEDEF et assurer sa large diffusion et mise en œuvre par les professionnels de la justice ;
- ❑ Déposer les instruments relatifs à l'adhésion aux PO à la CEDEF et au PIDCP auprès du Secrétariat Général des Nations Unies ;
- ❑ Ratifier le Protocole facultatif au Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) et les Conventions 189 et 190 de l'OIT respectives aux travailleuses et travailleurs domestiques et aux violences et harcèlement.

I-2- Harmonisation de la législation interne avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'Homme

5. Depuis 2017, très peu d'avancées ont été enregistrées en termes d'harmonisation des lois avec les engagements internationaux du Maroc :
6. **La définition de la discrimination, en conformité avec l'article premier de la CEDEF**, est quasi-absente de la législation marocaine.
7. **La loi 103-13 relative à la lutte contre les violences faites aux femmes³ (2018)** s'est contentée de réviser certains articles de la législation pénale sans répondre aux standards internationaux en vigueur en dépit des nombreuses observations et propositions formulées par la société civile⁴, les institutions nationales ainsi que par le « Groupe de travail sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique » et « la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences »⁵ (**Voir Annexe 1**).

3. Dahir n° 19-18-1 du 22 février 2018, portant promulgation de la loi n° 13-103 relative à la lutte contre les violences faites aux femmes.

4. Nous citons, à titre d'exemple, les Memoranda de la « Coalition Printemps de la Dignité (CPD) » portant sur le projet de loi 13-103.

5. Communication adressée le 2017/07/4 au chargé d'affaires du Maroc à Genève M. Boukili, conformément aux résolutions 23/15 et 19/32 du Conseil des droits de l'homme (REFERENCE: OL MAR 2017/2).

8. ▶ Plus de deux ans après l'entrée en vigueur de **la loi N°19.12⁶ fixant les conditions de travail et d'emploi des employés de maison** (2/10/2018), les travailleurs domestiques- majoritairement de sexe féminin, continuent de subir des conditions de travail et de vie dégradantes. En effet, la Caisse nationale de sécurité sociale n'a enregistré que 3.253 déclarations au 2 mars 2021⁷. De plus, ladite loi qui fixe l'âge du travail à 18 ans, autorise une période de transition de cinq ans où il sera encore possible d'employer des personnes mineures de 16 à 18 ans.
9. ▶ **La loi N° 62.17, portant sur la gestion administrative des terres collectives** (juillet 2019) : Durant des siècles, en raison de l'application du droit coutumier et des pratiques patriarcales, les femmes des collectivités ethniques « Soulaliyates » ne bénéficiaient de l'usufruit des terres collectives et n'avaient pas droit aux indemnités suite aux opérations de cession ou de location des terres collectives.
10. Après près de deux décennies de mobilisation du mouvement des Soulaliyates, majoritairement pauvres, pour la reconnaissance de leur droit à la terre au même titre que les hommes, **la loi N° 62.17** dispose que les membres des collectivités ethniques, femmes et hommes, peuvent, dorénavant, se prévaloir des biens de leur communauté d'appartenance. Malgré cette avancée significative, ladite loi ne mentionne pas d'une manière explicite l'égalité entre les femmes et les hommes.
11. De plus, **son décret d'application (n°2.19.973, 2020)** qui fait de « la résidence sur les terres de la collectivité ethnique », un critère de reconnaissance du statut de membre de la collectivité, rend caduque la reconnaissance des femmes en tant qu'ayants droit car pour établir la résidence, il faut disposer d'un logement sur une parcelle dont on a la pleine jouissance. Or, la règle de droit et la coutume faisaient que les Soulaliyates n'étaient pas reconnues comme des ayants droit et donc ne pouvaient légalement prétendre à un logement sur le territoire de la collectivité.

6. BO N6493° du 2016/08/22.

7. Le Journal « Le Matin » du 9 mars 2021.

12. Les apports de la loi n°62.17 ont également été considérablement limités par **la circulaire ministérielle N°6303 du 13 mai 2020** qui dispose que l'acquisition de la propriété privée des terres collectives dans les zones non irriguées est conditionnée à la qualité d'ayant-droit, à la résidence permanente sur ladite terre, à l'exercice d'une activité agricole et à la pleine jouissance de parcelles communautaires dont la superficie ne doit pas être inférieure à 10 hectares ; conditions requises que l'écrasante majorité d'entre elles ne remplit pas. Ainsi, ce que la loi 62-17 a concédé d'une main, son texte d'application et la circulaire N°6303 l'ont repris de l'autre.
13. **Le code de la famille (CdF) de 2004** consacre de nombreuses discriminations et ce malgré le retrait par le Maroc de sa réserve sur l'article 16 de la CEDEF et de la reconnaissance par la Constitution de l'égalité hommes-femmes y compris en droits civils (Cf. Partie II de ce rapport).
14. **La législation pénale** a connu, en 2018, des révisions partielles ayant renforcé la protection des femmes contre les violences, via la loi 103.13 complétant et modifiant ladite législation. Toutefois, ces amendements ne répondent pas aux exigences de cohérence et d'exhaustivité requises permettant de lutter efficacement contre la discrimination, la violence et les atteintes aux droits et libertés des femmes. Le projet de révision du code pénal (N°10-16), adopté par le gouvernement (juin 2016) puis soumis à discussion au Parlement n'a pas apporté des propositions d'amendement significatives en matière des droits humains des femmes. Il s'est contenté de traiter de l'IVG mais de manière très restrictive. Ce projet de loi a été retiré par le nouveau gouvernement du champ de la « navette parlementaire » le 8 novembre 2021.

15. **Recommandations :**

- Adopter et assurer l'application effective d'une loi globale contre la discrimination directe et indirecte telle que définie dans l'article 1er de la CEDAW et intégrer systématiquement aux lois et aux règlements des clauses de prohibition, et le cas échéant de pénalisation des discriminations à l'égard des femmes et des filles ;
- Harmoniser tout l'arsenal juridique avec les dispositions de la Constitution et les engagements internationaux du Maroc.

I-3- Mécanismes institutionnels des Droits Humains des Femmes:

16. La nomination d'un « **Ministère de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille (MSISF)** » en charge de la promotion des droits des femmes (7/10/2021) perpétue l'approche politico-intentionnelle consistant à traiter les droits des femmes en tant que question relevant des secteurs sociaux. Le mouvement féministe n'a eu de cesse de pointer du doigt les faiblesses structurelles de ce mécanisme qui entravent sa capacité à impulser, animer, coordonner efficacement les politiques publiques dédiés à l'égalité entre femmes et hommes.
17. ► L'Autorité pour la parité et **la lutte contre toutes formes de discrimination (APALD) créée en vertu de la loi n°79.14⁸** (2017) a fait l'objet de plusieurs recommandations⁹ considérées comme « **acceptées et en cours d'exécution** » lors du précédent EPU. Or, non seulement cette institution n'a pas encore été mise en place mais la loi en fait un simple mécanisme de consultation. De plus, malgré les memoranda des associations féministes et avis des institutions nationales¹⁰, les organes de gouvernance de cette instance n'intègrent pas les principes de Paris en termes d'indépendance et d'impartialité.

18. **Recommandations :**

- ❑ Mettre en place des mécanismes institutionnels en charge de l'égalité de genre, disposant des capacités requises pour assurer la coordination intersectorielle, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des politiques publiques en la matière ;
- ❑ Amender la loi portant création de l'APALD pour la doter de mandats de protection, de prévention et de promotion et des pouvoirs et capacités pour assurer l'orientation, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de l'ensemble des législations et politiques publiques conformément aux exigences constitutionnelles et aux principes de Paris.

8. Bulletin Officiel, 01-02-2018, n° 6644.

9. Recommandations N° 144.207 ; 144.47 ; 144.45

10. Voir les avis du : CNDH, « Avis sur le projet de loi N° 14-79 relatif à l'Autorité pour la parité et la lutte contre toutes les formes de discrimination », 2015; CESE, Saisine n2016/20°, « Projet de loi N14-79° relatif à l'Autorité de la Parité et de Lutte contre toutes les formes de Discrimination », 2016.

II- Droits politiques et civils

II-1- Droits politiques

19. **La participation politique et publique des Marocaines** s'est relativement améliorée depuis 2017. Toutefois, en dépit de la révision du système électoral, les femmes restent confrontées à des obstacles structurels et juridiques et demeurent largement sous représentées aux mandats électifs et postes de décision, classant le Maroc à 112ème position sur 193 Etats en 2021¹¹ .
20. ► En effet, la **loi organique N°27-11 relative à la Chambre des représentants**¹² qui prévoit 90 sièges sur 395 réservés aux femmes à la première Chambre a permis de porter la proportion des femmes de 20,5% en 2016 à 24,3% en 2021.
21. Au niveau de la Chambre des Conseillers, malgré le principe d'alternance, mis en place par la loi organique N°28-11 relative à la Chambre des conseillers, la représentativité des femmes, très négligeable, a enregistré une légère baisse en passant de 14 à 13 conseillères sur les 120 membres de cette chambre.
22. Par ailleurs, seule une femme sur onze et quatre sur quatorze sont membres respectivement des bureaux de la 2ème et la 1ère chambre du parlement. Aucun groupe ni groupement parlementaire sur les huit siégeant à la chambre des représentants n'est présidé par une femme et seul un l'est sur les 11 composants la chambre des Conseillers.
23. L'accès des femmes aux postes décisionnels du pouvoir exécutif s'est amélioré avec 6 femmes membres du gouvernement du 7 octobre 2021, soit 25% (contre 16,7% en 2019), dont plusieurs sont chargées de portefeuilles importants comme l'Économie et les Finances.
24. En revanche, seules 137 femmes ont été nommées aux emplois supérieurs durant la période entre 2012-2020 (taux de féminisation de 11,8%)¹³ .

11. Classement de l'Union interparlementaire, In. <https://data.ipu.org/women-ranking?month=8&year=2021>.

12. Adoptée en 2011 et amendée en 2021.

13. Ministère de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, Rapport sur les Ressources Humaines, Projet de Loi de Finances pour l'année budgétaire 2021.

II-2- Droits civils

A-Le code de la Famille (CdF)

25. **La polygamie**, attentatoire à la dignité des femmes, est maintenue alors que la proportion des unions polygames est insignifiante et ne concerne que 2% de femmes¹⁴.
26. **Mariage des mineures**¹⁵, soumis à l'autorisation du juge après expertise médicale ou enquête sociale¹⁶ et non susceptible d'aucun recours¹⁷, constitue une préoccupation majeure: les demandes d'autorisation de mariage d'enfants sont passées de 30 312 en 2006 à 32 104 en 2018¹⁸ et représentaient, en 2015, 10% de l'ensemble des actes de mariage établis¹⁹. Près de 85% des demandes introduites entre 2011 et 2018 ont été autorisées²⁰ et impliquent dans leur quasi majorité des filles qui représentent 94,8% du total des mineurs mariés (soit 45.786)²¹. Ces statistiques n'incluent pas les mariages informels (« avec Al Fatiha », par « contrats ») ni ceux établis via la procédure de reconnaissance de mariage (article 16²² du CdF) qui représentent, à eux seuls, 15% des mariages des mineurs conclus entre 2015 à 2019²³.
27. Cette pratique préjudiciable devait constituer l'exception. Cependant, dans la pratique, seules 12,42% des mineures mariées ont bénéficié d'une enquête effectuée par une assistante sociale tandis que 87,56% ont été seulement auditionnées par un juge²⁴.
28. **La garde et la tutelle des enfants** : le CdF prévoit que le mariage de la mère entraîne la déchéance de son droit de garde (article 175). Le père, est automatiquement désigné comme étant, de droit, le tuteur légal de l'enfant (article 236). Ce n'est qu'en cas d'empêchement du père (décès, absence, perte de capacité ou autre motif) que la mère peut exercer la tutelle (article 238).

18. Audition ministère de la Justice. In. CESE, « Que faire face à la persistance du mariage d'enfants au Maroc ? Auto-saisine n2019 „2019/41°.

19. HCP, La femme marocaine en chiffres. Tendances d'évolution des caractéristiques démographiques et socioprofessionnelles, 2016.

20. CESE (2019), Idem.

21. HCP, RGPH, 2014.

22. L'article 16 du CdF est utilisé frauduleusement pour contourner les dispositions de la loi sur l'autorisation du mariage polygame et celui des mineures.

23. Présidence du ministère public, Synthèse de l'étude diagnostique sur les mariages des mineurs, 2021.

24. Présidence du ministère public, Op. cit.

29. **La filiation**, dans sa décision n°275/1 du 29 septembre 2020, la Cour de cassation a refusé la filiation parentale à une enfant née hors mariage en dépit de la production d'un test de paternité.
30. **Le partage des biens acquis pendant le mariage** : l'article 49 du CdF laisse la liberté aux époux de s'accorder, au moment de la conclusion du mariage sur la manière dont ils souhaitent se les répartir. Or, seulement 0,25% des mariages ont été assortis d'un tel contrat²⁵ en 2019 car les futurs époux ne sont pas informés de cette possibilité ou parce que les familles rechignent à établir un tel accord au moment du mariage. A défaut, l'article 49 du CdF prévoit qu'«*il est fait recours aux règles générales de preuve, tout en prenant en considération le travail de chacun des conjoints, les efforts qu'il a fournis et les charges qu'il a assumées pour fructifier les biens de la famille* ». Cette formulation imprécise permet au juge d'exiger des preuves tangibles de la contribution financière de l'épouse et de faire abstraction, comme en témoignent plusieurs décisions de la Cour de cassation, de sa contribution par son travail domestique et de soins.
31. **La législation successorale est discriminatoire** : au même degré de parenté par rapport au de cujus, les femmes héritent de la moitié de la part des hommes. Les héritiers de sexe masculin ont vocation à la totalité de l'héritage alors que les héritières n'ont droit qu'à une quote-part fixée par la loi en fonction de leur degré de parenté avec le de cujus et de la qualité des autres héritiers.
32. Par ailleurs, les femmes peuvent être complètement exhéridées par **le système des « Awqafs²⁶ »** qui est utilisé pour détourner les règles successorales et favoriser la descendance mâle. Malgré sa réforme, le Code des biens Habous²⁷ maintient des articles discriminatoires contre les femmes²⁸.

B-Le Code pénal :

33. Datant de 1962, ce Code traduit une vision patriarcale,

25. LesEco.ma, 2021/04/05. In. <https://leseco.ma/maroc/partage-des-biens-entre-epoux-pourquoi-faut-il-amender-la-loi.html>.

26. Biens immobilisés d'une manière temporaire ou permanente.

27. Dahir n1.09.236° du 23 février 2010 formant Code des biens Habous (مدونة الأوقاف).

28. Code des biens Habous, 2010 (articles 110 et 113).

attentatoire aux libertés et discriminatoire dans ses dispositions. La législation pénale n'incrimine pas le viol conjugal, ni certaines formes de violences et ne permet pas un accès facile des femmes indigentes aux institutions de protection et à l'assistance juridique et juridictionnelle. Les dispositions relatives au viol introduisent une hiérarchie entre victimes (mariées et non mariées, vierges et non vierges). Les crimes de viol et d'« attentat à la pudeur » y sont qualifiés d'atteintes à « l'ordre des familles et à la moralité publique ». La criminalisation des relations sexuelles hors mariage, de l'adultère et de l'interruption volontaire de grossesses (IVG) est toujours en vigueur **(Voir Annexe 2)**.

C-Code de la Nationalité

34. Amendé en 2007, ce code dispose que l'épouse étrangère peut acquérir la nationalité de son conjoint marocain alors que ce droit n'est pas reconnu à l'époux étranger de la marocaine (article 10).
35. Par ailleurs, l'article 19 du Code introduit une nouvelle discrimination en disposant que « *Perd la nationalité marocaine... la femme marocaine qui épousant un étranger, acquiert, du fait de son mariage, la nationalité du mari et a été autorisée par décret préalablement à la conclusion du mariage, à renoncer à la nationalité marocaine* ».

36. Recommandations :

- Mettre en œuvre les mesures provisoires spéciales destinées à garantir l'équité et l'égalité hommes-femmes, en conformité avec la Constitution et l'article 4 de la CEDEF,
- Amender le Code de la famille pour accorder aux femmes les mêmes droits dans la formation du mariage, dans sa dissolution et dans les relations avec les enfants et en matière successorale, en conformité avec l'article 19 de la Constitution et l'article 16 de la CEDEF ;
- Réviser le code pénal dans sa globalité et abroger ses dispositions discriminatoires et liberticides ;
- Reconnaître aux femmes le droit de transmettre leur nationalité à leur époux étranger dans les mêmes conditions exigées pour les hommes.

III- Droits économiques, sociaux et culturels

37. Les femmes et les filles²⁹ sont confrontées à des inégalités de traitement comparativement aux hommes dans les dimensions en liaison avec les ODDs 3, 4, 5 et 8. Parmi les situations les plus préoccupantes :

Education et Formation

38. Malgré les efforts consentis, l'analphabétisme, demeure une caractéristique de la population féminine et rurale et concerne 46,1% des femmes contre 25,4% des hommes³⁰ (2019)³¹. Près de 20,5% des filles d'âges 4-17 ans sont en dehors du système scolaire (contre 17,3% pour les garçons) et le taux brut de préscolarisation des filles (2019-20) est de 7 points inférieur à celui des garçons (73% contre 80,1%). Cet écart qui atteint 15 points en milieu rural (57,4% pour les filles contre 72,4% pour les garçons) s'accroît au niveau du secondaire qualifiant avec un taux spécifique de scolarisation des 15-17 ans de 39,2% pour les filles rurales (50,5% pour les garçons) contre 68,7% pour les citadines soit un écart de 29,5 points³².

39. Par ailleurs, 55,2% des filles et femmes âgées de 12 ans et plus n'ont pas complété le cycle d'enseignement primaire (+ 13 points comparées aux garçons et hommes) ; 67,8% d'entre elles âgées de 15 ans et plus n'ont pas complété le cycle d'enseignement collégial (+10 points que les garçons et les hommes) et 81,5% de celles âgées de 18 ans et plus n'ont pas complété le cycle d'enseignement secondaire qualifiant (+ de 5 points que les hommes)³³.

Santé

40. Malgré des progrès tangibles, les femmes, notamment pauvres et/ou rurales, font face à de nombreux obstacles dans l'accès aux soins de santé et celle reproductive. Si au

29. Certaines catégories de femmes sont particulièrement désavantagées (Voir Annexe 3 : Les catégories de femmes défavorisées).

30. Le taux d'alphabétisation des hommes ruraux et citadins est de %65,1 et %84 respectivement.

31. HCP, Idem, 2021.

32. MEN, Indicateurs de l'éducation 2020-2019.

33. Observatoire National du développement humain (ONDH), Discriminations intersectionnelles des femmes au Maroc, 2021.

niveau national, la mortalité maternelle a été ramenée à 72,6 décès pour 100 000 naissances vivantes, elle reste très élevée en milieu rural (111,1 contre 44,6 décès en milieu urbain).

41. S'agissant des Soins de la maternité, plus d'une femme rurale sur quatre (28,4% contre 11% pour les citadines) accouche en dehors d'un établissement de santé. La proportion des femmes rurales ayant bénéficié des soins prénatals qualifiés est de 79,6% contre 95,6% des femmes citadines. L'accès aux soins post-natals connaît la même tendance avec uniquement 15,6% des rurales qui y ont accès (27,2% pour les citadines)³⁴.
42. Pour échapper à la stigmatisation d'une naissance en dehors du mariage, des centaines de marocaines ont recours à l'avortement clandestin³⁵ dans des conditions sanitaires constituant la principale cause de décès chez les adolescentes et l'un des facteurs importants de mortalité maternelle. La récurrence de cette pratique, qui touche toutes les catégories matrimoniales et sociales, est estimée à 50000 à 80000 par an chez les femmes âgées de 15 et 44 ans³⁶.

Emploi

43. Malgré la progression de l'éducation des femmes, le Maroc accuse un grand retard en matière de participation des femmes au marché du travail avec, fait plus préoccupant, une régression continue de leur taux d'activité (23,2% en 2017 à 19,9% en 2020, contre 70,4% pour les hommes)³⁷. Par ailleurs, le taux d'emploi des femmes ne dépasse pas 16,7% contre 62,9% pour les hommes. En 2020, le taux de chômage féminin est 16,2% contre 10,7% chez les hommes³⁸. Les emplois occupés par les femmes sont généralement précaires et informels³⁹. Ces dernières sont surreprésentées dans le statut d'aides familiales (54,1% en 2020), dans les emplois non rémunérés

34. Ministère de la santé, Enquête nationale sur la santé et la population familiale (ENSPF), 2018.

35. En l'absence de chiffres officiels, l'Association Marocaine de Lutte contre l'Avortement Clandestin fait état de 600 à 800 cas d'avortement clandestin par jour.

36. Association Marocaine de Planification Familiale, Etude documentaire analytique sur l'avortement à risque au Maroc, 2015

37. Note d'information du haut-commissariat au plan, 8 mars 2021

38. HCP, La femme marocaine en chiffres, 20 ans de progrès, 2021

39. ONDH (2021), Idem.

(35% contre 8,6% pour les hommes) et sous-représentées dans les statuts d'employeurs (7,6%), d'indépendants (11,2%) et d'auto-employées (17,7% contre 39,8% pour les hommes)⁴⁰.

44. **Recommandations :**

- ❑ Mettre en œuvre la loi sur « l'obligation de la scolarisation », à partir du préscolaire, via une stratégie sensible à l'égalité de genre tenant compte des déficits en matière d'accès, de rétention et de réussite des filles;
- ❑ Elaborer et mettre en œuvre des plans d'action pour la promotion de la santé reproductive en conformité avec la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD 1994), la CEDEF et la recommandation générale n24° de son Comité 1999) sur « Les femmes et la santé »;
- ❑ Mettre en œuvre un plan national volontariste visant à faire de l'augmentation de l'activité économique des femmes une priorité nationale ;
- ❑ Elargir l'accès des femmes aux différentes prestations sociales et familiales, notamment celles exclues du champ d'application de la législation du travail.

IV- Violences basées sur le genre

45. **La violence à l'égard des filles et des femmes** enregistre des taux alarmants. En 2019, 7,6 millions de femmes et filles âgées de 15 à 74 ans (soit 57,1%) ont subi au moins un acte de violence, au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête, avec une prédominance de la violence psychologique dont la prévalence est de 47,5%⁴¹. Or, la loi 103.13 ne prévoit aucune disposition spécifique incriminant ce type de violence.
46. Les femmes sont exposées à la violence sexiste dans tous les espaces y compris virtuel (13,8% de victimes de cyber violence). Cependant, le contexte conjugal et domestique demeure le plus marqué par la violence sexiste (prévalence de 52,2%)⁴².

40. HCP (2021), Idem.

41. HCP, Enquête nationale de prévalence des violences à l'égard de la femme (ENPVF), 2019

42. HCP, Idem

47. Malgré l'ampleur de ce phénomène, **peu de dénonciations sont effectuées par les femmes victimes** et peu d'entre elles engagent une action juridique ou portent plainte auprès des autorités compétentes: elles ne sont que 11,3% à dénoncer la violence non conjugale, 8% pour la violence conjugale et uniquement 3% pour les violences sexuelles⁴³. Ceci contribue à renforcer l'acceptation sociale des VBG et l'impunité dont bénéficient les agresseurs.
48. Outre la pression sociale et familiale, plusieurs autres considérations incitent les victimes à garder le silence, notamment en cas de violences conjugales: complexité et lenteur des procédures judiciaires, ignorance, coûts de ces procédures, présence des enfants, risque de perte de revenu, défaillances du système de prise en charge, etc⁴⁴.
49. Face à cette situation, la stratégie gouvernementale en la matière ne répond pas aux besoins des victimes et ne prend pas en compte le caractère structurel de la violence, favorisant ainsi l'acceptation et la banalisation sociales des VBG (**Voir annexe 1 sur la loi N°103.13**).
50. Durant la **pandémie du Covid 19**, la violence domestique a été exacerbée par l'isolement social et les restrictions sur les déplacements ainsi que par les pressions économiques et sociales qui en résultent. La capacité des femmes pauvres à dénoncer ces violences a particulièrement pâti de la difficulté d'accès aux cellules de prise en charge existantes et de l'absence de maîtrise, par les femmes défavorisées, des

51. **Recommandations :**

- ❑ Procéder d'urgence à la refonte de la législation pénale et de la loi 103.13 relative à la lutte contre la violence faites aux femmes en conformité avec les standards internationaux en la matière;
- ❑ Mettre en œuvre d'une manière effective et coordonnée des stratégies des différents départements ministériels avec l'implication de l'ensemble des acteurs concernés ;

43. HCP, ENPVE, 2019.

44. ONDH, (2021), Op. cit.

- ❑ Renforcer la prise de conscience de l'opinion publique sur la violence basée sur le genre : intégration dans les manuels scolaires et dans la formation de l'ensemble des acteurs sociaux et ceux en charge de l'application de la loi ;
- ❑ Mettre en place de chaînes de services institutionnalisées sur l'ensemble du territoire national et les doter de ressources humaines et matérielles adéquates.

ANNEXE 1 :

Principales limites de la loi N°103.13 relative à la lutte contre les violences faites aux femmes

52. N'adopte pas les définitions internationales de la discrimination à l'égard des femmes, la violence fondée sur le genre, les pratiques nuisibles, l'exploitation économique, etc., « laissant un large pouvoir discrétionnaire aux chargés de l'application de la loi dans un contexte sociétal fortement imprégné d'une culture « patriarcale »⁴⁵;
53. Adopte une approche répressive consistant à augmenter les amendes et les peines d'emprisonnement⁴⁶ au détriment de la prévention (un seul et unique article y est dédié), de la protection et de la prise en charge des victimes ;
54. Exclut toute possibilité d'ordonnance de protection dans le cadre d'une procédure civile et limite la mise en œuvre des ordonnances de protection à l'engagement d'une procédure pénale;
55. Ne prend pas en compte le standard de « la diligence voulue » faisant obligation à l'ensemble des autorités concernées d'investiguer, de sanctionner les agresseurs et de réparer les préjudices subis ;
56. Prévoit trois nouveaux articles dans le Code pénal (Articles ,1-481 1-2-503 et 1-526), qui autorisent l'annulation automatique de toutes poursuites judiciaires si la victime retire sa plainte, augmentant ainsi les risques pour cette dernière de subir des pressions;
57. Ne prévoit pas l'inversion de la charge de la preuve, notamment pour des infractions comme le viol ou le harcèlement sexuel, ce qui a un effet dissuasif sur les victimes dans leur démarche de dépôt de plainte ;
58. Ne prévoit pas d'obligation de sanctions à l'encontre des autorités compétentes qui ne respectent pas ou s'abstiennent de mettre en œuvre les dispositions de la loi N13-103° ;
59. Limite la capacité des associations à se constituer partie civile dans les affaires de violences en les obligeant de disposer du statut d'utilité publique et en exigeant l'autorisation de la victime.

45. CESE, «Éliminer la violence à l'égard des filles et des femmes : Une urgence nationale », Auto-Saisine n2020/00°.

46. En particulier pour les sanctions définies aux articles 429 ,427 ,426 ,425 ,1-503 ,436 ,431 et 407 du Code pénal.

ANNEXE 2 :

Les dispositions discriminatoires dans le Code pénal

60. La législation pénale est patriarcale et attentatoire aux libertés individuelles dans sa philosophie, sa structure et ses dispositions :
61. **+ les relations sexuelles entre les personnes de sexe différent non liées par un acte de mariage sont considérées comme une « débauche »** (الفساد) en vertu de l'article 490 qui dispose : « *Sont punies de l'emprisonnement d'un mois à un an, toutes personnes de sexe différent qui, n'étant pas unies par les liens du mariage, ont entre elles des relations sexuelles* »⁴⁷.
62. **+ les relations sexuelles entre personnes du même sexe**, en vertu de l'article 489 du code pénal « Est puni de l'emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 200 à 1.000 dirhams, à moins que le fait ne constitue une infraction plus grave, quiconque commet un acte impudique ou contre nature avec un individu de son sexe ».
63. **+ la relation d'adultère** (articles 491 et 492) en énonçant dans l'article 491 du CP alinéa 1) « *Est puni de l'emprisonnement d'un à deux ans toute personne mariée convaincue d'adultère. La poursuite n'est exercée que sur plainte du conjoint offensé* »⁴⁸ .
64. Les victimes de viol sont dans l'obligation de produire les preuves et les témoins du crime pour attester de leur non consentement. A défaut, elles risquent des poursuites pénales pour relations sexuelles hors mariage. D'autre part, la plainte pénale n'est pas recevable sans certificat médical attestant que les blessures subies ont conduit à plus de 20 jours d'invalidité.

47. L'article 490 du CP marocain, qui érige en infraction pénale les relations sexuelles hors mariage, y compris entre adultes consentants, constitue une discrimination à l'encontre des femmes, plus susceptibles d'être poursuivies si ces rapports conduisent à une grossesse. La société civile n'a cessé de revendiquer son amendement. Le Groupe de Travail sur la discrimination contre les femmes, quant à lui, dans son rapport (A/HRC/28/20/Add.1) avait recommandé son abrogation.

48. Cette disposition est complétée par l'alinéa 2 du même article (491) qui dispose : « Toutefois, lorsque l'un des époux est éloigné du territoire du Royaume, l'autre époux qui, de notoriété publique, entretient des relations adultères, peut être poursuivi d'office à la diligence du ministère public ».

65. Les dispositions relatives au viol maintiennent une hiérarchie entre les victimes (mariées et non mariées, vierges et non vierges) et n'incriminent pas le viol conjugal. Ainsi, si la défloration s'ensuit du viol ou d'attentat à la pudeur, la peine est doublée selon chaque cas (article 488 du CP). La criminalisation des relations adultères bénéficie de circonstances atténuantes, en accordant une sorte d'immunité- s'apparentant à de « l'impunité pour les crimes d'honneur » - au « chef de famille » qui surprend dans son domicile un commerce charnel illicite s'il commet un meurtre «avec ou sans intention de donner la mort » ou surprend en flagrant délit de viol ou de tentative de viol, ce en vertu des articles 420⁴⁹ et 421⁵⁰.
66. La réparation pour les victimes de viol et/ ou de violences sexuelles répond à des règles générales inscrites dans le Code de la procédure pénale. Aucune disposition n'est spécifique aux femmes victimes, posant ainsi de véritables problèmes d'équité et d'effectivité, notamment en l'absence de critères précis pour évaluer les dommages-intérêts et en l'existence d'un pouvoir discrétionnaire étendu des juges qui souvent dans la pratique est au bénéfice de l'auteur du viol et/ ou de violences sexuelles. Ainsi, l'aspect vestimentaire de la victime, son passé, sa profession, le fait qu'elle ne se constitue pas en tant que partie civile, etc, sont souvent interprétés comme circonstances atténuantes pour l'auteur.
67. Les femmes victimes de viol et/ou de violences sexuelles souffrent également dans la pratique du problème de la non-exécution des décisions judiciaires quant à l'attribution des dommages-intérêts devant assurer à la victime la réparation du préjudice occasionné par l'infraction, notamment en cas d'indigence de l'agresseur ou de sa fuite, car l'État ne dispose pas d'un fonds pour soutenir les victimes de viols et d'agressions sexuelles.

49. Article 420 du CP : « Les blessures faites ou les coups portés sans intention de donner la mort, même s'ils l'ont occasionnée, sont excusables lorsqu'ils ont été commis par un chef de famille qui surprend dans son domicile un commerce charnel illicite, que les coups aient été portés sur l'un ou l'autre des coupables».

50. Article 421 du CP « Les blessures et les coups sont excusables lorsqu'ils sont commis sur la personne d'un adulte surpris en flagrant délit d'attentat à la pudeur ou de tentative d'attentat à la pudeur, réalisé avec ou sans violence, sur un enfant de moins de dix-huit ans. Les mêmes faits sont excusables lorsqu'ils sont commis sur la personne d'un adulte surpris en flagrant délit de viol ou de tentative de viol».

ANNEXE 3 :

Les catégories de femmes particulièrement défavorisées

68. **Les femmes en situation de handicap (FSH)** s'élèvent à 859.965 (avec une prévalence de 5,1% entre les femmes)⁵¹ et font face à une discrimination multiple et croisée. 79,5% parmi elles n'ont aucun niveau d'instruction (contre 53,4% des hommes en situation de handicap (HSH))⁵² et seul 16% parviennent à être scolarisées (contre 54,1% des HSH). Elles ont neuf fois moins de chance de trouver un emploi que les HSH, avec un taux d'emploi insignifiant de 2,7% (contre 22% pour HSH)⁵³. Les mécanismes dédiés aux victimes de violence parmi elles, que ce soit en termes de mesures de réparation et d'indemnisation ordonnées en leur faveur, de services de santé, de soutien psychologique et social ou de services juridiques demeurent inefficaces⁵⁴.
69. **Les femmes âgées** subissent une double discrimination fondée sur l'âge et sur le sexe. Elles sont susceptibles de vivre de plus longues périodes de précarité et d'isolement social. En 2020, elles sont 64,8% à vivre seules et représentent 91,05% des veufs âgés de 60 ans et plus contre 8,95% pour les hommes⁵⁵ qui vieillissent mariés même à un âge très avancé. Elles ont du mal à recouvrer leurs droits (pension de retraite, sécurité sociale et accès aux soins de santé...). Leur vulnérabilité est exacerbée par la pauvreté, le divorce, le veuvage et l'inégalité en matière successorale, notamment, l'absence de maintien au domicile conjugal pour le conjoint survivant. Malgré cela, elles ne sont pas réellement prises en compte dans les politiques publiques. A titre illustratif, l'aide directe aux veuves est conditionnée par la prise en charge de leurs enfants orphelins⁵⁶.
70. **Les mères célibataires**, condamnées à vivre l'exclusion et la discrimination, n'ont pas de statut officiellement reconnu. Elles font l'objet de stigmatisations alimentées par les référentiels de moralité et la législation actuelle, notamment l'article

51. HCP, Les personnes à besoins spécifiques au Maroc d'après les données du recensement général de la population et de l'habitat de 2014

52. Idem.

53. MSFFDS, Enquête nationale sur le Handicap 2015 ,2014.

54. Comité des droits des personnes handicapées, Observations finales concernant le rapport initial du Maroc, CRPD/C/MAR/CO/25 ,1 septembre 2017.

55. HCP, Enquête nationale sur l'emploi. In. La femme marocaine en chiffres, 20 ans de progrès, 2021

56. Décret N° 2.14.791 fixant les conditions et les critères d'éligibilité à l'aide directe aux veuves en situation de précarité, ayant à charge leurs enfants orphelins, BO N° 6318 du 18 décembre 2014.

490 du code pénal criminalisant les relations hors mariage. Leurs enfants n'ont pas droit au nom de leur père même s'il est connu et ne peuvent être enregistrés à l'état civil sous le nom de famille de la mère sauf si le père ou frère de cette dernière l'y autorisent et sous un prénom commençant par « Abd ». Les tests ADN ne sont pas considérés comme une preuve juridique de filiation en dehors du mariage et le père présumé peut refuser de s'y soumettre⁵⁷. En dépit de tous ces obstacles, la loi N°103-13 ne fait aucune référence la protection juridique de cette catégorie.

71. **Les ouvrières agricoles** travaillent dans des conditions très dangereuses et extrêmement précaires et sont sujettes à différentes formes d'exploitation. Elles sont victimes de harcèlement sexuel et/ou d'agressions sexuelle et se déplacent souvent dans des véhicules usés (camionnettes ou pick up...) surpeuplés sans normes de sécurité.
72. **Les femmes détenues** sont au nombre de 21 10 (2,48% de la population carcérale totale) en 2020⁵⁸. Sur les 77 d'établissements pénitentiaires, seuls deux sont exclusivement dédiés aux femmes et conçus pour les accueillir et prendre en charge leurs besoins spécifiques⁵⁹. Elles souffrent de l'accès aux produits d'hygiène féminine, aux moyens de contraception, aux points d'eau et aux installations sanitaires. Les détenues ayant accouché en prison et qui ne bénéficient d'aucun soutien familial, dépendent de l'aide humanitaire que certains employés ou directeurs leur dispensent pour subvenir aux besoins de leurs enfants qui pâtissent aussi de l'absence de crèches et de moyens de divertissement⁶⁰. Celles incarcérées pour des affaires de mœurs (soit 20% en 2020 contre 8,76% pour les détenus de sexe masculin) sont particulièrement visées par certaines surveillantes⁶¹. Les opportunités de formation professionnelle et de réinsertion sociale sont quasi inexistantes ou limitées aux métiers traditionnellement considérés comme féminins (couture et coiffure, etc.)⁶².

57. Situation consacrée par la Cour de Cassation qui casse les jugements des tribunaux de 1ère instance faisant appel à la jurisprudence L'arrêt n° 1/275 rendu le 2020/09/29 par la Chambre du Statut Personnel de la Cour de cassation (Dossier N° 365/2/1/2018/365), selon lequel l'enfant « illégitime » ne peut prétendre à aucun droit vis-à-vis du père biologique, ni par filiation paternelle ni par filiation parentale. Cette décision intervient, alors que le tribunal de première instance de Tanger avait confirmé, il y a trois ans de cela, la filiation paternelle d'une fille née hors mariage et avait condamné le père biologique à verser une indemnisation d'un montant de 100.000 dirhams. La Cour d'appel ayant annulé ce jugement clairvoyant, la mère a dû recourir à la Cour de cassation, laquelle a confirmé la décision de la Cour d'appel rejetant la reconnaissance de la filiation.

58. Délégation générale de l'administration pénitentiaire et à la réinsertion (DGAPR), Rapport d'activités 2020.

59. L'Observatoire marocain des prisons (OMP), La situation des prisons et des détenu-e-s au Maroc au titre de l'année 2019, juillet 2020.

60. Idem.

61. CNDH, La crise des prisons : une responsabilité partagée. 100 recommandations pour la protection des droits des détenu(e)s, Rapport sur la situation dans les prisons et les droits des détenus, 2012.

62. CNDH, Etat de l'égalité et de la parité au Maroc Préserver et rendre effectifs les finalités et objectifs constitutionnels, 2015.

**Report of Women's Rights NGOs in Morocco
under the 4th Universal Periodic Review (UPR)**

Coordinated by

Association Démocratique des Femmes du Maroc

March 2022



This document was developed with the support of UN Women. The sole responsibility for the content of this document lies with the signatory associations and can in no way be taken to reflect the views of UN Women.

Dépôt Légal : 2022MO1400
ISBN : 978-9920-30-416-0

TABLE OF CONTENTS

List of NGOs of the #HarmonizationNow Dynamic	28
Contributing Associations and Coalitions	28
Introduction	29
Analysis Of Women’s Rights Priorities And Recommendations	29
I- International commitments and harmonization of domestic legislation with international human rights instruments	29
I-1- International Conventions and their Optional Protocols (OP)	29
I-2- Harmonization of domestic legislation with international human rights instruments	30
I-3- Institutional Mechanisms of Women’s Human Rights	33
II- Political and civil rights	34
II-1- Political rights	34
II-1- Civil rights	35
A- The Family Code	35
B- The Penal Code	37
C- Nationality Code	37
III- Economic, social and cultural rights	38
• Education and Training	38
• Health	38
• Employment	39
IV- Gender-based violence	40
Annexes	42

List of NGOs of the #HarmonizationNow Dynamic

1. Association Démocratique des Femmes du Maroc (ADFM)
2. Association Femmes du Sud
3. Association Initiative pour la Protection des Droits des Femmes (IPDF)
4. Association Marocaine pour les Droits des Femmes (AMDF)
5. Association Forum Marocain des Femmes
6. Association INSAT Beni Mellal
7. Association Mains Libres
8. Association Solidarité Feminine (ASF)
9. Association NEAMA
10. Association Marocaine des Droits Humains (AMDH)
11. Forum des Femmes Marocaines (FFM)

Contributing organizations and coalitions (in alphabetical order):

1. Association Adala
1. Association Amal «Femmes En Mouvement pour une Vie Meilleure»
1. Association Aspirations Féminines
1. Association Bougies pour l'Egalité
1. Association Chami Pour la Famille et la Femme
1. Association de Lutte Contre le Sida (Alcs)
1. Association Démocratique des Femmes du Maroc (Adfm)
1. Association des Femmes du Sud
1. Association Forum de la Famille Marocaine
1. Association Forum Marocain des Femmes
- Association Initiative pour la Protection des Droits des Femmes- Fès
1. Association Initiatives pour la Promotion des Droits des Femmes -Meknès
1. Association Insat Beni Mellal
1. Association Intilaka pour le Développement l'Environnement et la Culture Afourar
1. Association Mains Libres
1. Association Marocaine de Planification Familiale (Ampf)
1. Association Marocaine des Droits Humains (Amdh)
1. Association Marocaine pour les Droits des Femmes (Amdf)
1. Association Mouvement Alternatives Citoyenne-Fès
1. Association Neama
1. Association Solidarité Feminine (Asf)
1. Association Tahadi Pour l'Egalité et La Citoyenneté
1. Association Troisième Millénaire pour le Développement de l'Action Associative Au Sud-Est (Atmdas)
1. Espace Associatif
1. Euromed Droits
1. Forum des Alternatives Maroc
1. Réseau Amazigh pour la Citoyenneté-Azetta
1. Réseau des Associations de Développement Sud-Est -Radose
1. Réseau Marocain de l'Economie Sociale et Solidaire -Remess
1. Union de l'Action Feministe (Uaf)

Introduction

1. This report, coordinated by ADFM and initiated by the #HarmonizationNow dynamic, is addressed to the Human Rights Council in accordance with its resolution 5/1, by 30 NGOs and networks working in the field of women's rights and human rights. These organisations take the opportunity of the Universal Periodic Review (UPR) of Morocco's fourth report to express their main concerns and recommendations regarding the status of women's rights in Morocco. It states the progress of the implementation of the UPR recommendations accepted by Morocco following the review of its 3rd periodic report, adopting a participatory approach.

ANALYSIS OF WOMEN'S RIGHTS PRIORITIES AND RECOMMENDATIONS

I- International commitments and harmonisation of domestic legislation with international human rights instruments

I-1- International Conventions and their Optional Protocols (OP)

2. Although Morocco has stated that it has **“accepted and started implementing”** the recommendations¹ of the last UPR (2017), regarding the strengthening of its international commitments to gender equality, no progress has been made in this regard.
3. In reality, Morocco has not withdrawn its interpretative declarations on articles 2 and 15 (paragraph 2) of CEDAW, nor submitted the instruments relating to the OPs to CEDAW and the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR), despite the adoption of the laws² approving the said protocols and their publication in the Official Bulletin No. 6387 of 07/07/2015.

1. In particular, recommendations No. 144.16 ;144.7 ;144.6 ;144.4.

2. Law No. 12/125 approving the Optional Protocol to the CEDAW and Law No 12/126 approving the Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR).

4. **Recommendations :**

- ❑ Withdraw interpretative declarations on Article 2 and Article 4)15) of CEDAW and ensure its wide dissemination and implementation by legal professionals;
- ❑ Submit the instruments of accession to the OPs, CEDAW and ICCPR to the UN General Secretariat;
- ❑ Ratify the Optional Protocol to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (ICESCR) and ILO Conventions 189 and 190 on domestic workers and on violence and harassment.

I-2- Harmonisation of domestic legislation with international human rights instruments

5. Since 2017, very little progress has been made in terms of harmonising laws with Morocco's international commitments:
6. **► The definition of discrimination, in line with Article 1 of CEDAW,** is almost absent from Moroccan legislation.
7. **► Law 103-13 on combating violence against women³** (2018) merely revised certain articles of the criminal law without meeting the international standards in force, despite the numerous observations and proposals made by civil society⁴, national institutions and the "Working Group on the Elimination of Discrimination against Women in Law and Practice" and the "Special Rapporteur on Violence against Women, its Causes and Consequences"⁵ (**see Annex 1**).
8. More than two years after the entry into force of **Law No.19.12** **‘ setting forth the working and employment conditions of**

3. Dahir No. 19-18-1 of 22 February 2018, promulgating law No. 13-103 on combating violence against women.

4. For example, we cite the Memoranda of the "Spring for Dignity Coalition (SDC)" on draft law 13-103.

5. Communication sent on 2017/07/4 to the Chargé d'affaires of Morocco in Geneva Mr. Boukili, pursuant to Human Rights Council resolutions 23/15 and 19/32 (REFERENCE: OL MAR 2017/2).

6. Official Bulletin No.6493 of 2016/08/22.

domestic workers (2/10/2018), domestic workers - mostly women - continue to suffer degrading working and living conditions. Indeed, the National Social Security Fund has only registered 3,253 declarations as of 2 March 2021⁷. Moreover, the law, which sets the working age at 18 years, allows for a transitional period of five years during which it will still be possible to employ minors between 16 and 18 years of age.

9. **Law No. 62.17 on the administrative management of collective lands** (July 2019): For centuries, due to the application of customary law and patriarchal practices, women in the "Soulaliyates" ethnic communities did not benefit from the usufruct of collective lands and were not entitled to compensation following the transfer or lease of collective lands.
10. After nearly two decades of mobilisation by the Soulaliyate movement, the majority of whom are poor, for the recognition of their right to land on the same basis as men, **Law No. 62.17** stipulates that members of ethnic communities, both women and men, can henceforth take advantage of the property of their community of belonging. Despite this significant advance, the said law does not mention in an explicit manner equality between women and men.
11. Moreover, **its implementing decree (No. 2.19.973, 2020)**, which makes "residence on the lands of the ethnic community" a criterion for recognition of community membership, renders the recognition of women as entitled persons null and void, since in order to establish residence, one must have a dwelling on a plot of land of which one has full enjoyment. However, the rule of law and custom meant that Soulaliyates were not recognised as entitled persons and therefore could not legally claim a dwelling on the territory of their community.
12. The contributions of law No. 62.17 have also been considerably limited by **ministerial circular No. 6303 of 13 May 2020**, which stipulates that the acquisition of private property of collective

7. Le Matin newspaper of 9 March 2021.

land in non-irrigated areas is conditional on the status of legal successor, on permanent residence on the said land, and on the exercise of an agricultural activity and the full enjoyment of community plots of land whose surface area must not be less than 10 hectares; conditions that the overwhelming majority of them do not meet. Thus, what Law 62-17 conceded with one hand, its application text and Circular No.6303 took away with the other.

13. **The 2004 Family Code** enshrines numerous forms of discrimination, despite Morocco's withdrawal of its reservation to Article 16 of the CEDAW and the Constitution's recognition of gender equality, including civil rights (see Part II of this report).
14. In 2018, partial revisions were made to **the criminal legislation**, which strengthened the protection of women against violence, through Law 103.13 supplementing and amending this legislation. However, these amendments do not meet the requirements of coherence and comprehensiveness required to effectively combat discrimination, violence and violations of women's rights and freedoms. The draft law of the Penal Code (No. 10-16), adopted by the government (June 2016) and then submitted to Parliament for discussion, did not make any significant amendment proposals regarding women's human rights. It merely dealt with abortion but in a very restrictive manner. This bill was withdrawn by the new government from the "parliamentary shuttle" (bicameral negotiations) sphere on 8 November 2021.

15. **Recommendations :**

- Adopter et assurer l'application effective d'une loi globale contre la discrimination directe et indirecte telle que définie dans l'article 1er de la CEDAW et intégrer systématiquement aux lois et aux règlements des clauses de prohibition, et le cas échéant de pénalisation des discriminations à l'égard des femmes et des filles ;
- Harmoniser tout l'arsenal juridique avec les dispositions de la Constitution et les engagements internationaux du Maroc.

I-3- Institutional Mechanisms of Women's Human Rights:

16. The appointment of a **“Ministry of Solidarity, Social Integration and the Family (MSISF)”** in charge of the promotion of women's rights (7/10/2021) perpetuates the politically intentional approach of treating women's rights as a social sector issue. The feminist movement has repeatedly pointed out the structural weaknesses of this mechanism that hinder its capacity to effectively drive, animate and coordinate public policies dedicated to gender equality.
17. **▶ The Authority for Parity and the Fight against All Forms of Discrimination (APALD) established under Law No. 79.14⁸** (2017) was the subject of several recommendations⁹ considered as **“accepted and in progress”** during the previous UPR. However, not only has this institution not yet been set up, but the law makes it a mere consultation mechanism. Moreover, despite the memoranda of feminist associations and the opinions of national institutions¹⁰, the governance bodies of this entity do not integrate the Paris principles of independence and impartiality.

18. Recommendations :

- Establish institutional mechanisms in charge of gender equality, with the necessary capacities to ensure intersectoral coordination, monitoring and evaluation of the implementation of public policies in this area;
- Amend the law establishing APALD to provide it with protection, prevention and promotion mandates and the powers and capacity to ensure the guidance, monitoring and evaluation of the implementation of all legislation and public policies in accordance with constitutional requirements and the Paris Principles.

8. Official Bulletin, 01-02-2018, No. 6644.

9. Recommendations No. 144.207 ;144.47 ;144.45.

10. See the opinions of: CNDH, “Opinion on the draft law NO. 14-79 on the Authority for Parity and the Fight against all forms of Discrimination”, 2015; EESC, Referral No. 2016/20, “Draft law No. 14-79 on the Authority for Parity and the Fight against all forms of Discrimination”, 2016.

II- Political and civil rights

II-1- Political rights

19. **The political and public participation of Moroccan women** has improved relatively since 2017. However, despite the revision of the electoral system, women still face structural and legal obstacles and remain largely under-represented in elective mandates and decision-making positions, ranking Morocco 112th out of 193 states in 2021¹¹.
20. Indeed, the **organic law No. 27-11 relating to the House of Representatives**¹², which provides for 90 seats out of 395 reserved for women in the first chamber, has made it possible to increase **the proportion of women** from 20.5% in 2016 to 24.3% in 2021.
21. At the level of the **Chamber of Councillors**, despite the principle of alternation established by **organic law No. 28-11 on the Chamber of Councillors**, the representation of women, which is very negligible, has fallen slightly from 14 to 13 female councillors out of the 120 members of this chamber.
22. Furthermore, only one woman out of eleven and four out of fourteen are **members of the boards of the 2nd and 1st chambers of parliament** respectively. None of the eight parliamentary groups or groupings in the House of Representatives is chaired by a woman and only one of the 11 in the House of Councillors is chaired by a woman.
23. **Women's access to decision-making positions in the executive branch** has improved, with 6 women members of the 7 October 2021 government, or 25% (compared to 16.7% in 2019), several of whom are in charge of important portfolios such as the Economy and Finance.
24. In contrast, only 137 women were appointed to senior positions during the period 2012-2020 (11.8% rate of feminisation)¹³.

13. Ministry of Economy, Finance and Administration Reform, Human Resources Report, Draft Finance Law for the Budget Year 2021.

II-2- Civil rights

A- The Family Code

25. **Polygamy**, which is detrimental to women's dignity, is maintained, although the proportion of polygamous unions is insignificant and concerns only 2% of women¹⁴.
26. **Underage marriage**¹⁵, subject to authorisation by the judge following a medical assessment or social investigation¹⁶ and not subject to any appeal¹⁷, is a major concern: requests for authorisation to marry children rose from 30,312 in 2006 to 32,104 in 2018¹⁸ and represented, in 2015, 10% of all marriage certificates issued¹⁹. Nearly 85% of the applications submitted between 2011 and 2018 were authorised²⁰ and almost all of them involve girls, who represent 94.8% of the total number of married minors (i.e. 45,786)²¹. These statistics do not include informal marriages ("with Al Fatiha", by "contract") or those established via the marriage recognition procedure (Article 16²² of the Family Code) which alone represent 15% of marriages of minors concluded between 2015 and 2019²³.
27. This prejudicial practice was supposed to be the exception. However, in practice, only 12.42% of married minors were investigated by a social worker while 87.56% were only audited by a judge²⁴.
28. **Custody and guardianship of children**: the Family Code provides that the mother's marriage entails the forfeiture of her right of custody (Article 175). The father is automatically designated as the

14. Ministry of Justice, In. HCP, Moroccan women in figures, 20 years of progress, 2021.

15. The Family Code sets the legal age for marriage at 18 with a judge-authorized derogation for marriage before the legal age.

16. Under Article 20 of the Family Code.

17. Family Code, Article 20.

18. Ministry of Justice hearing, In. CESE, "What to do about the persistence of child marriage in Morocco? Self-referral No.2019 /2019 /41.

19. HCP, Moroccan women in figures. Trends in demographic and socio-professional characteristics, 2016.

20. CESE (2019), Idem.

21. HCP, RGPH, 2014.

22. Article 16 of the Family Code is being used fraudulently to circumvent the law's provisions on allowing polygamous marriages and marriages of minors.

23. Presidency of the Public Prosecutor's Office, Synthesis of the diagnostic study on underage marriages, 2021.

24. Presidency of the Public Prosecutor's Office, op. cit.

child's legal guardian (Article 236). Only if the father is prevented from doing so (death, absence, loss of capacity or other reason) may the mother exercise guardianship (Article 238).

29. In its decision No. 275/1 of 29 September 2020, the Court of Cassation denied parental filiation to a child born out of wedlock despite the submission of a paternity test.
30. **The division of property acquired during marriage:** Article 49 of the Family Code leaves it up to the spouses to agree, at the time of the conclusion of marriage, on the way they wish to divide it. However, only 0.25% of marriages were accompanied by such a contract²⁵ in 2019 because the future spouses are not informed of this possibility or because families are reluctant to establish such an agreement at the time of marriage. Failing this, Article 49 of the Family Code provides that 'the general rules of evidence are applied, taking into consideration the work of each of the spouses, the efforts they have made and the burdens they have assumed in order to make the family's assets grow'. This imprecise wording allows the judge to demand tangible proof of the wife's financial contribution, discarding, as shown by several decisions of the Court of Cassation, her contribution through her domestic and care work.
31. **The inheritance law** is discriminatory: women, with the same degree of relationship to the deceased, inherit half the share of men. Male heirs are entitled to the entire inheritance, while female heirs are only entitled to a share fixed by the law according to their degree of relationship to the deceased and the status of the other heirs.
32. Furthermore, women can be completely disinherited according to **the system of "Awqafs"**²⁶ which is used to circumvent the rules of inheritance and favour male offspring. Despite its reform, the Habous²⁷ Property Code still contains articles that discriminate against women²⁸.

25. LesEco.ma, 2021/04/05. In. <https://leseco.ma/maroc/partage-des-biens-entre-epoux-pourquoi-faut-il-amender-la-loi.html>.

26. Assets that are temporarily or permanently immobilised.

27. Dahir No.1.09.236 of 23 February 2010 forming the Habous Property Code (مدونة الأوقاف).

28. Habous Property Code, 2010 (Articles 110 and 113).

B- The Penal Code :

33. Dating from 1962, this Code reflects a patriarchal vision, infringing on freedoms and discriminatory in its provisions. The criminal legislation does not criminalise marital rape or certain forms of violence, and does not allow indigent women easy access to protective institutions and legal aid. The provisions on rape introduce a hierarchy between victims (married and unmarried, virgins and non-virgins). The crimes of rape and 'indecent assault' are described as offences against 'family order and public morality'. The criminalisation of out-of-wedlock sexual relations, adultery and abortion is still in force **(see Annex 2)**.

C- Nationality Code

34. Amended in 2007, this code provides that a foreign wife may acquire the nationality of her Moroccan spouse, whereas this right is not recognised for the foreign husband of a Moroccan woman (Article 10).
35. Moreover, Article 19 of the Code introduces a new discrimination by providing that "Moroccan women who marry a foreigner and acquire, as a result of their marriage, the nationality of the husband and have been authorised by decree prior to the conclusion of the marriage, to renounce their Moroccan nationality, shall lose their Moroccan nationality."

36. Recommendations :

- Implement special interim measures to ensure gender equity and equality, in accordance with the Constitution and Article 4 of CEDAW,
- Amend the Family Code to grant women the same rights in the formation of marriage, in its dissolution and in relations with children and in matters of inheritance, in accordance with Article 19 of the Constitution and Article 16 of the CEDAW;
- Revise the penal code in its entirety and repeal its discriminatory and liberticidal provisions;
- Recognise the right of women to pass on their nationality to their foreign spouses under the same conditions required for men.

III- Economic, social and cultural rights

37. Women and girls²⁹ face unequal treatment compared to men in the dimensions related to SDGs 3, 4, 5 and 8. Among the most worrying situations:

Education and Training

38. Despite the efforts made, **illiteracy** remains a characteristic of the female and rural population and concerns 46.1% of women against 25.4% of men³⁰ (2019)³¹. Nearly 20.5% of girls aged 4-17 are **outside the school system** (compared with 17.3% of boys) and the gross pre-schooling **rate for girls** (2019-20) is 7 points lower than for boys (73% compared with 80.1%). This gap, which reaches 15 points in rural areas (57.4% for girls against 72.4% for boys), is accentuated at the level of qualifying secondary education, with a **specific enrolment rate** of 39.2% for rural girls (50.5% for boys) against 68.7% for urban girls, i.e. a gap of 29.5 points³².

39. Furthermore, 55.2% of girls and women aged 12 and over **have not completed primary education** (+13 points compared to boys and men); 67.8% of them aged 15 and over have not completed secondary education (+10 points compared to boys and men) and 81.5% of those aged 18 and over have not completed qualifying secondary education (+5 points compared to men)³³.

Health

40. Despite tangible progress, women, particularly poor and/or rural women, face many obstacles in accessing health and reproductive care. Although **maternal mortality** has been reduced to 72.6 deaths per 100,000 live births at the national level, it remains very high in rural areas (111.1 compared to 44.6 deaths in urban areas).

29. Certain categories of women are particularly disadvantaged (see Annex 3: Disadvantaged categories of women).

30. The literacy rate for rural and urban men is %65.1 and %84 respectively.

31. HCP, Idem, 2021.

32. MEN, Education Indicators 2020-2019.

33. National Observatory of Human Development (ONDH), Intersectional Discriminations of Women in Morocco, 2021.

41. With regard to **maternity care**, more than one in four rural women (28.4% compared to 11% for urban women) give birth outside a health facility. The proportion of rural women who received skilled prenatal care is 79.6% compared to 95.6% of urban women. Access to post-natal care follows the same trend, with only 15.6% of rural women having access (27.2% of urban women)³⁴.
42. To escape the stigma of an unmarried birth, hundreds of Moroccan women resort to clandestine³⁵ **abortion** in unsanitary conditions, which is the main cause of death among teenagers and one of the major factors in maternal mortality. The recurrence of this practice, which affects all marital and social categories, is estimated at 50,000 to 80,000 per year among women aged between 15 and 44³⁶.

Employment

43. Despite the progress in women's education, Morocco is lagging behind in terms of **women's participation in the labour market** with, more worryingly, a continuous regression in their **activity rate** (23.2% in 2017 to 19.9% in 2020, against 70.4% for men)³⁷. Moreover, the **employment rate for women** does not exceed 16.7% compared to 62.9% for men. In 2020, the **female unemployment rate** is 16.2% compared to 10.7% for men³⁸. **The jobs held by women** are generally precarious and informal³⁹. Women are over-represented as family caring jobs (54.1% in 2020), in unpaid jobs (35% compared to 8.6% for men) and under-represented as employers (7.6%), sole traders (11.2%) and self-employed (17.7% compared to 39.8% for men)⁴⁰.

34. Ministry of Health, National Family Health and Population Survey (NFHS), 2018.

35. In the absence of official figures, the Moroccan Association for the Fight against Clandestine Abortion reports 600 to 800 cases of clandestine abortion per day.

36. Moroccan Family Planning Association, Analytical desk study on unsafe abortion in Morocco, 2015

37. Information note from the High Commission for Planning, 8 March 2021

38. HCP, Moroccan women in figures, 20 years of progress, 2021

39. ONDH (2021), Idem.

40. HCP (2021), Idem.

44. **Recommendations :**

- ❑ Implement the law on "compulsory schooling", from pre-school onwards, through a gender-sensitive strategy that takes into account the deficits in access, retention and success of girls;
- ❑ Develop and implement action plans for the promotion of reproductive health in accordance with the International Conference on Population and Development (ICPD 1994), CEDAW and its Committee's General Recommendation No. 1999) 24) on "Women and Health";
- ❑ Implement a proactive national plan to make increasing women's economic activity a national priority;
- ❑ Broaden women's access to various social and family benefits, including those excluded from the sphere of implementation of labour legislation.

IV- Gender-based violence

45. **Violence against girls and women is** at alarming levels. In 2019, 7.6 million women and girls aged between 15 and 74 (57.1%) experienced at least one act of violence in the 12 months preceding the survey, with psychological violence predominating with a prevalence of 47.5%⁴¹. Law 103.13 does not contain any specific provision criminalising this type of violence.
46. Women are exposed to gender-based violence in all spaces, including the virtual world (13.8% of victims of cyber violence). However, the marital and domestic context remains the most marked by gender-based violence (prevalence of 52.2%)⁴².
47. Despite the extent of this phenomenon, **few women victims report it** and few of them take legal action or file a complaint with the competent authorities: only 11.3% of them report non-marital violence, 8% report marital violence and only 3% report

41. HCP, National Survey on the Prevalence of Violence against Women, 2019

42. HCP, Idem.

sexual violence⁴³. This contributes to social acceptance of GBV and impunity enjoyed by perpetrators.

48. In addition to social and family pressure, several other considerations encourage victims to remain silent, particularly in cases of domestic violence: the complexity and slowness of legal proceedings, ignorance, the costs of such proceedings, the presence of children, the risk of losing income, the shortcomings of the assistance system, etc⁴⁴.
49. In response to this situation, the government's strategy does not meet the needs of victims and does not take into account the structural nature of violence, thus promoting social acceptance and trivialization of GBV (**see annex 1 on law No.103.13**).
50. During the **Covid 19 pandemic**, domestic violence was exacerbated by social isolation and restrictions on movement, as well as the resulting economic and social pressures. Poor women's ability to report such violence was particularly affected by the difficulty of accessing existing assistance units and by the lack of mastery from the part of disadvantaged women of new communication technologies.

51. **Recommendations** :

- Urgently overhaul the criminal legislation and Law 103.13 on combating violence against women in line with international standards;
- Implement in an effective and coordinated manner the strategies of the different ministerial departments with the involvement of all the actors concerned;
- Increase public awareness of gender-based violence: integration into school textbooks and in the training curricula of all social and law enforcement actors;
- Establish institutionalised service chains throughout the country and provide them with adequate human and material resources.

43. HCP, National Survey on the Prevalence of Violence against Women, 2019 .

44. ONDH, (2021), Op. cit.

ANNEX 1 :

Main limitations of the law No.103.13 on combating violence against women

52. Does not adopt international definitions of discrimination against women, gender-based violence, harmful practices, economic exploitation, etc., "leaving wide discretion to law enforcement officials in a societal context strongly imbued with a 'patriarchal' culture"⁴⁵;
53. Adopts a repressive approach consisting in increasing fines and⁴⁶ sentences to the detriment of prevention (only one article is dedicated to this), protection and assistance for victims;
54. Excludes the possibility of protection orders in civil proceedings and limits the use of protection orders to the initiation of criminal proceedings;
55. Does not take into account the standard of "due diligence" requiring all relevant authorities to investigate, punish perpetrators and make reparation for the harm suffered;
56. Provides for three new articles in the Penal Code (Articles 1-2-503 ,1-481 and 1-526), which allow for the automatic cancellation of any legal proceedings if the victim withdraws her complaint, thus increasing the risk of pressure on the victim;
57. Does not provide for the reversal of the burden of proof, especially for offences such as rape or sexual harassment, which has a deterrent effect on victims in filing a complaint;
58. Does not provide for any obligation to impose sanctions on competent authorities that do not comply with or fail to implement the provisions of Law No. 13-103;
59. Limits the ability of associations to act as civil parties in cases of violence by requiring them to have public benefit status the victim's authorisation.

45. CESE, "Eliminating Violence Against Girls and Women: A National Emergency", Self-referral No.2020/00.

46. In particular for the sanctions defined in Articles 429 ,427 ,426 ,425 ,1-503 ,436 ,431 and 407 of the Penal Code.

ANNEX 2 :

Discriminatory provisions in the Penal Code

60. The criminal legislation is patriarchal and detrimental to individual freedoms in its philosophy, structure and provisions:
61. **+ sexual relations between persons of different sex not bound by a marriage act are** considered as “debauchery” (الفساد) under Article 490 which states: *“Shall be punished with imprisonment from one month to one year, all persons of different sex who, not being bound by marriage, have sexual relations with each other”*⁴⁷.
62. **+ Sexual relations between persons of the same sex**, under article 489 of the Criminal Code: *“Anyone who commits an indecent or unnatural act with an individual of his own sex shall be sentenced to six months to three years of prison and a fine of 200 to 1,000 dirhams, unless the act constitutes a more serious offence.”*
63. **+ the adulterous relationship** (Articles 491 and 492) by stating in Article 491 of the Criminal Code (paragraph 1): *“Any married person convicted of adultery shall be sentenced to one to two years. Prosecution shall be carried out only on the complaint of the offended spouse”*⁴⁸.
64. Rape victims are obliged to produce evidence and witnesses to the crime to prove their non-consent. If they fail to do so, they risk criminal prosecution for out-of-the wedlock sexual relations. On the other hand, the criminal complaint is not admissible without a medical certificate attesting that the injuries suffered have led to more than 20 days of disability.
65. The provisions on rape maintain a hierarchy between victims (married and unmarried, virgins and non-virgins) and do not criminalise marital rape. Thus, if defilement follows rape or indecent assault, the penalty is doubled in each case (Article

47. Article 490 of the Moroccan Penal Code, which criminalises sexual relations outside marriage, including between consenting adults, discriminates against women, who are more likely to be prosecuted if such relations lead to pregnancy. Civil society has consistently called for its amendment. The Working Group on Discrimination against Women, in its report (A/HRC/28/20/Add.1), recommended its repeal.

48. This provision is supplemented by paragraph 2 of the same article (491), which states: “However, when one of the spouses is away from the territory of the Kingdom, the other spouse who is known to have adulterous relations may be prosecuted ex officio at the request of the Public Prosecutor”.

488 of the Penal Code). The criminalisation of adulterous relations benefits from extenuating circumstances, by granting a kind of immunity - akin to 'impunity for crimes of honour' - to the 'head of the family' who surprises an illicit carnal trade in his home if he commits murder 'with or without intention to cause death' or catches rape or attempted rape in flagrante delicto, by virtue of Articles 420⁴⁹ and 421⁵⁰.

66. Compensation for victims of rape and/or sexual violence is governed by general rules set out in the Code of Criminal Procedure. There are no specific provisions for women victims, which raises real problems of fairness and effectiveness, particularly in the absence of precise criteria for assessing damages and the existence of a wide discretionary power on the part of judges, which in practice often benefits the perpetrator of rape and/or sexual violence. Thus, the victim's appearance, background, profession, the fact that she does not act as a civil party, etc., are often interpreted as mitigating circumstances for the perpetrator.
67. Women victims of rape and/or sexual violence also suffer in practice from the problem of the non-execution of judicial decisions regarding the awarding of damages to ensure that the victim is compensated for the harm caused by the offence, particularly in the case of the perpetrator's indigence or flight, as the State does not have a fund to support victims of rape and sexual assault.

49. Article 420 of the Penal Code: "Injuries done or blows given without intention to give death, even if they have caused it, are excusable when they have been committed by a head of family who surprises in his home an illicit carnal trade, whether the blows were given on one or the other of the culprits".

50. Article 421 of the Penal Code: "Injuries and blows are excusable when they are committed on the person of an adult caught in the act of indecent assault or attempted indecent assault, with or without violence, on a child under the age of eighteen. The same acts are excusable when committed against an adult caught in the act of rape or attempted rape.

ANNEX 3 :

Particularly disadvantaged categories of women

68. **Women with disabilities** number 859,965 (with a prevalence of %5.1 among women)⁵¹ and face multiple and intersecting discrimination. %79.5 of them have no education (compared to %53.4 of men with disabilities)⁵² and only %16 manage to attend school (compared to %54.1 of men with disabilities). They are nine times less likely to find a job than men with disabilities, with an insignificant employment rate of %2.7 (compared to %22 for men with disabilities)⁵³. Mechanisms dedicated to victims of violence among them, whether in terms of reparation and compensation measures ordered in their favour, health services, psychological and social support or legal services, remain ineffective⁵⁴.
69. **Older women** face double discrimination on the basis of age and gender. They are likely to experience longer periods of precariousness and social isolation. In %64.8 ,2020 of women lived alone and %91.05 of widowers aged 60 and over were women, compared with %8.95 of men⁵⁵ who were married even at a very advanced age. They find it difficult to recover their rights (retirement pension, social security and access to health care, etc.). Their vulnerability is exacerbated by poverty, divorce, widowhood and inequality in inheritance, in particular the lack of maintenance of the marital home for the surviving spouse. Despite this, they are not really taken into account in public policies. For example, direct aid to widows is conditional on the care of their orphaned children⁵⁶.
70. **Single mothers**, condemned to live with exclusion and discrimination, have no officially recognised status. They are subject to stigmatisation fuelled by moral standards and current legislation, in particular Article 490 of the Penal Code criminalising relationships outside marriage. Their children are not entitled to their father's name, even if he is known, and

51. HCP, People with special needs in Morocco according to data from the general population and housing census of 2014

52. Idem.

53. MSFFDS, National Disability Survey 2015 ,2014.

54. Committee on the Rights of Persons with Disabilities, Concluding observations on the initial report of Morocco, CRPD/C/MAR/CO/25 ,1 September 2017.

55. HCP, National Employment Survey. In. Moroccan women in figures, 20 years of progress, 2021

56. Decree No. 2.14.791 establishing the conditions and criteria for eligibility for direct aid to widows in precarious situations, having their orphan children in their care, Official Bulletin No. 6318 of 18 December 2014.

cannot be registered under the mother's surname unless the mother's father or brother authorises it and under a first name beginning with "Abd". DNA testing is not considered legal proof of parentage outside of marriage and the alleged father may refuse to undergo it⁵⁷. Despite all these obstacles, Law -103 13 makes no reference to the legal protection of this category.

71. **Female agricultural workers** work in very dangerous and precarious conditions and are subject to various forms of exploitation. They are victims of sexual harassment and/or assault and often travel in worn-out vehicles (vans or pickup trucks...) with no safety standards.
72. There were 2110 **women prisoners** (%2.48 of the total prison population) in 2020⁵⁸. Of the 77 prisons, only two are exclusively dedicated to women and designed to accommodate them and take care of their specific needs⁵⁹. They suffer from lack of access to feminine hygiene products, contraception, water and sanitation facilities. Inmates who have given birth in prison and have no family support rely on humanitarian assistance from staff or managers to provide for their children, who also suffer from the lack of nurseries and entertainment facilities⁶⁰. Women in prison for vice (%20 in 2020 compared to %8.76 for male prisoners) are particularly targeted by some female supervisors⁶¹. Opportunities for vocational training and social reintegration are almost non-existent or limited to occupations traditionally considered as female (sewing and hairdressing, etc.)⁶².

57. Situation enshrined by the Court of Cassation, which overturns the judgments of court of first instance using case law Decision No. 1/275 rendered on 2020/09/29 by the Personal Status Chamber of the Court of Cassation (File No. 365/2/1/2018/365), according to which the "illegitimate" child cannot claim any right vis-à-vis the biological father, neither by paternal filiation nor by parental filiation. This decision comes after the Court of First Instance of Tangier had confirmed, three years ago, the paternal filiation of a girl born out of wedlock and had sentenced the biological father to pay a compensation of 100,000 dirhams. The Court of Appeal having annulled this far-sighted judgment, the mother had to appeal to the Court of Cassation, which confirmed the decision of the Court of Appeal rejecting the recognition of filiation.

58. General Delegation for Prison Administration and Reintegration (DGAPR), Activity report 2020.

59. The Moroccan Observatory of Prisons (OMP), The situation of prisons and detainees in Morocco for the year 2019, July 2020.

60. Idem.

61. CNDH, Prison Crisis: A Shared Responsibility - 100 recommendations for the protection of prisoners' rights, Report on the situation in prisons and prisoners' rights, 2012.

62. CNDH, Gender Equality and Parity in Morocco Preserving and implementing the aims and objectives of the Constitution, 2015.

ولا سيما المادة 490 من القانون الجنائي التي تجرم العلاقات خارج الزواج . لا يحق لأبناهن الحصول على لقب والدهم حتى لو كان معروفاً ولا يمكن تسجيلهم في الحالة المدنية تحت اسم عائلة الأم ما لم يسمح بذلك أب أو أخ هذه الأم ويسمى باسم أول يبدأ بـ "عبد". لا تعتبر اختبارات الحمض النووي دليلاً قانونياً على الأبوة خارج الزواج ويمكن للأب المزعوم رفض الخضوع لهما.⁵⁷ على الرغم من كل هذه العقبات، لا يشير القانون رقم 103 - 13 إلى الحماية القانونية لهذه الفئة.

43. تعمل العاملات في الزراعة في ظروف بالغة الخطورة وخطيرة للغاية، ويتعرضن لأشكال مختلفة من الاستغلال . فهن ضحايا التحرش و/ أو الاعتداء الجنسي وغالباً ما ينقلن في سيارات مهترئة (شاحنات أو سيارات صغيرة،) مكتظة دون تحقيق معايير السلامة.

44. في عام 2020، بلغ عدد السجينات 2110 سجينة (2.48% من إجمالي عدد السجناء)⁵⁸. سجنان فقط من أصل 77 سجناً، مخصصان حصرياً للنساء ومصممان لاستيعابهن والاهتمام باحتياجاتهن الخاصة⁵⁹. لا تتوفر لهن إمكانية الحصول داخل السجن على مستلزمات النظافة الخاصة بصحة النساء، أو على وسائل منع الحمل، ولا يستفدن غالباً من نقاط المياه ومرافق الصرف الصحي . تعتمد السجينات اللاتي يلدن في السجن وليس لديهن دعم عائلي على المساعدات الإنسانية التي يقدمها لهن بعض العمال أو المديرين لتلبية احتياجات أطفالهن الذين يعانون أيضاً من قلة دور الحضانة ووسائل الترفيه⁶⁰. وقد تعرض السجينات اللواتي يقضين عقوبة حبسية بسبب جرائم "أخلاقية" لمضايقات و أعمال العنف (حوالي 20% من النساء في عام 2020 مقابل 8.76% للسجناء الذكور) بشكل خاص من قبل بعض موظفي السجن⁶¹. تكاد تكون فرص التدريب المهني وإعادة الإدماج الاجتماعي منعدمة أو تقتصر على الحرف التي تعتبر بشكل تقليدي حرف نسائية (الخيطة وتصفيف الشعر، إلخ)⁶².

57. الموقف الذي كرسته محكمة النقض بنقض أحكام محاكم الابتدائية المستأنفة أمام القضاء : الحكم رقم 275/1 الصادر في 29/09/2020 عن غرفة الأحوال الشخصية بمحكمة النقض (ملف رقم 365/2018/1/2/365) والذي بموجبه لا يستطيع الطفل "غير الشرعي" المطالبة بأي حق له سواء من الأب البيولوجي، أو الأب المنسوب إليه. ويأتي هذا القرار بعد أن أكدت محكمة طنجة الابتدائية، قبل ثلاث سنوات، النسب الأبوي لفتاة مولودة خارج إطار الزواج، وحكمت على الأب البيولوجي بدفع تعويض قدره 100 ألف درهم. بعد أن ألغت محكمة الاستئناف هذا الحكم الواضح، اضطرت الأم إلى الاستئناف أمام محكمة النقض، التي أبدت قرار محكمة الاستئناف برفض الاعتراف بنسب الابنة.

58. الندوية العامة للمنظمة الدولية للإصلاح الجنائي (DGAPR)، تقرير النشاط لعام 2020.

59. المرصد المغربي للسجون (OMP)، أوضاع السجون والمعتقلين في المغرب لعام 2019، يوليو 2020.

60. نفس المرجع .

61. المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أزمة السجون: مسؤولية مشتركة. 100 توصية لحماية حقوق السجناء، تقرير عن أوضاع السجون وحقوق السجناء، 2012.

62. المجلس الوطني لحقوق الإنسان، حالة المساواة والانصاف في المغرب. الحفاظ على الأهداف والغايات الدستورية وتفعيلها، 2015.

الملحق 3:

فئات النساء اللواتي يعانين من وضع خاص

40. يبلغ عدد النساء في وضعية اعاقة ذوات الإعاقة FSH 859.965 (بنسبة انتشار بين النساء تبلغ 5.1%)⁵¹ ويواجهن تمييزاً متعدد الجوانب ومتشابكاً. تبلغ نسبة اللواتي لا يتوفرن على مستوى تعليمي (79.5%) مقابل 53.4% من الرجال ذوي الإعاقة⁵² (HSH) و فقط 16% تمكن من الحصول على تعليم (مقابل 54.1% من الرجال ذوي الإعاقة ونقل ظروف حصولهن على شغل تسع مرات مقارنة مع ظروف الرجال في وضعية إعاقة، مع معدل شغل ضئيل يبلغ 2.7% (مقابل 22% للرجال ذوي الإعاقة)⁵³ (HSH). ولا تزال الآليات المخصصة لضحايا العنف من ضمنهن، سواء تعلق الأمر بإجراءات الإنصاف والتعويض المخصصة لهن، أو الخدمات الصحية، أو الدعم النفسي والاجتماعي، أو الخدمات القانونية غير فعالة⁵⁴.

41. تواجه النساء المسنات تمييزاً مزدوجاً على أساس العمر والجنس. إذ يعانين من الهشاشة عدم الاستقرار والعزلة الاجتماعية خلال فترات طويلة. في عام 2020، يعيش 64.8% منهن بمفردهن ويمثلن 91.05% من الأرامل تبلغ أعمارهم 60 عاماً أو أكثر مقابل 8.95% للرجال⁵⁵ الذين يقضون غالباً شيخوختهم رفقة زوجاتهم في إطار أسري. يجدن صعوبة في استرداد حقوقهن (تعويض التقاعد، والضمان الاجتماعي، والحصول على العلاجات الصحية،). وتزداد هشاشتهن بسبب الفقر والطلاق والترمل، إضافة إلى عدم المساواة في الإرث، ولاسيما وضعية الحرمان من الحفاظ على سكن الأسرة بعد وفاة الزوج. ورغم ذلك، لا تؤخذ وضعيتهن بعين الاعتبار في السياسات العمومية. وكمثال على ذلك، فإن المساعدة المباشرة للأرامل مشروطة برعاية أطفالهن الأيتام⁵⁶.

42. الأمهات العازبات، يعانين من الإقصاء والتمييز، ولا يتم الاعتراف رسمياً بوضعهن الاجتماعي، كما يتعرضن للوصم الذي تغذيه المعايير الأخلاقية والتشريعات الحالية،

51. الندوبية السامية للتخطيط (HCP)، الأشخاص ذوي الاحتياجات الخاصة في المغرب وفقاً لبيانات التعداد العام للسكان والمساكن لعام 2014

52. نفس المرجع.

53. MSFDS، المسح الوطني للإعاقة 2014، 2015.

54. لجنة حقوق الأشخاص ذوي الإعاقة، الملاحظات الختامية على التقرير الأولي للمغرب، 25، CRPD / C / MAR / CO / 1، سبتمبر 2017.

56. الندوبية السامية للتخطيط (HCP)، المسح الوطني للتوظيف في المرأة المغربية بالأرقام، 20 عاماً من التقدم، 2021

57. المرسوم رقم 791.214.2 يحدد شروط ومعايير الأهلية للحصول على مساعدة مباشرة للأرامل في أوضاع محفوفة بالمخاطر، ورعاية أطفالهن الأيتام، الجريدة الرسمية (BO) عدد 6318 الصادرة في 18 ديسمبر 2014.

الزوجية" يتمتع المعتدي من ظروف التخفيف، بشكل يسمح له بالإفلات من العقاب، في حالة ضبطه لشخص في منزله علاقة جنسية غير مشروعة، فيرتكب جريمة قتل "مع أو دون نية القتل"، وذلك بموجب المادتين 420⁴⁹ و421⁵⁰.

68. يتوافق إنصاف ضحايا الاغتصاب و/ أو العنف الجنسي مع القواعد العامة المنصوص عليها في قانون المسطرة الجنائية. غير أنه لا توجد ضمنها مقتضيات خاصة بالنساء، مما يطرح مشاكل حقيقية تتعلق بإنصاف وفاعلية القانون، لا سيما في ظل عدم وجود معايير دقيقة لتقييم الأضرار والتعويضات وفي ظل وجود سلطة تقديرية واسعة النطاق للقضاة، والتي غالباً ما تكون في الواقع لصالح مرتكب جريمة الاغتصاب و/ أو العنف الجنسي. وهكذا، فإن لباس الضحية، وماضيها، ومهنتها، وحقيقة أنها لا تمثل نفسها كطرف مدني، وما إلى ذلك، تستخدم في الكثير من الأحيان ظروفًا مخففة لمرتكب الجريمة.

69. تعاني النساء ضحايا الاغتصاب و/ أو العنف الجنسي في الواقع من مشكلة عدم إنفاذ القرارات القضائية فيما يتعلق بمنح تعويضات لضمان إنصاف الضحية عن الضرر الناجم عن الجريمة، ولا سيما في حالة عوز المعتدي أو هروبه، لأن الدولة لا تتوفر على صندوق لدعم ضحايا الاغتصاب والاعتداء الجنسي.

49. نصت المادة 420 من القانون الجنائي على أن "الجروح أو الضربات بغير قصد التسبب في الوفاة، وإن تسببت في ذلك، تكون معذرة إذا ارتكبتها رب الأسرة الذي تقاها في منزله بتجارة جنسية غير مشروعة، سواء كانت الضربات كانت ضد أحد الجناة".

50. المادة 421 من القانون الجنائي: " تُبَرَّر الإصابات والضربات إذا ارتكبت على شخص بالغ ضُبطَ متلبساً بفعل هناك العرض أو الشرع في هناك العرض مع أو بدون عنف على طفل دون سن الثامنة عشرة . وتُعفى الأفعال نفسها عندما ترتكب ضد شخص بالغ يُقبض عليه متلبساً بالاغتصاب أو محاولة الاغتصاب".

المالحق 2:

أحكام تمييزية في القانون الجنائي

62. التشريع الجنائي أبوي وينتهك الحريات الفردية في فلسفته وهيكله وأحكامه:
63. + تعتبر العلاقات الجنسية بين أشخاص من جنس مختلف غير مرتبطتين بعقد زواج "فجوراً" (فساداً) بموجب المادة 490 التي تنص على: " يعاقب بالحبس من شهر واحد إلى سنة، أي أشخاص من جنسين مختلفين وغير مرتبطتين بأواصر الزواج، ويقيموا علاقات جنسية مع بعضهم البعض".⁴⁷
64. + تعتبر العلاقات الجنسية بين أشخاص من نفس الجنس مُعاقبة بموجب المادة 489 من القانون الجنائي، " يعاقب بالحبس من ستة أشهر إلى ثلاث سنوات وغرامة من 200 إلى 1000 درهم، ما لم يكن الفعل يشكل جريمة أخطر، أي شخص يرتكب فعل غير لائق أو غير طبيعي مع فرد من جنسه".
65. + علاقة الزنا (المادتان 491 و 492) بالنص في المادة 491 من القانون الجنائي الفقرة 1) " يعاقب بالسجن لمدة سنة إلى سنتين أي شخص متزوج يُدان بالزنا. لا يتم رفع المتابعة إلا بناء على شكوى من الزوج المعتدى عليه".⁴⁸
66. تلتزم ضحايا الاغتصاب بتقديم الأدلة والشهود على الجريمة لإثبات عدم موافقتهم. وإلا، تعرضن لمتابعة جنائية بسبب العلاقات الجنسية خارج نطاق الزواج. من ناحية أخرى، لا تقبل الشكوى الجنائية إلا بشهادة طبية تثبت أن الإصابات المترتبة عن الاعتداء التي أدت إلى عجز لأكثر من 20 يوماً.
67. تركز مقتضيات الخاصة بالاغتصاب تمييزاً وتراتبية بين الضحايا (المنزوجات وغير المتزوجات، والعذارى وغير العذارى) ولا تجرم الاغتصاب الزوجي. وعليه، إذا كان فض البكارة ناتجاً عن اغتصاب أو هتك عرض، تضاعف العقوبة حسب كل حالة (المادة 488 من القانون الجنائي). في الجرائم المتعلقة بـ "الخيانة

47. المادة 490 من القانون الجنائي المغربي، التي تجرم العلاقات الجنسية خارج إطار الزواج، بما في ذلك العلاقات بين البالغين بالتراضي، تميز ضد المرأة، التي من المرجح أن تتم ملاحظتها إذا أدت هذه العلاقات إلى الحمل. وقد استمر المجتمع المدني في المطالبة بتعديله. وقد أوصت مجموعة العمل المعنية بالتمييز ضد المرأة، من جانبها بإلغاء هذه المادة في تقريرها رقم (A / HRC / 20/28 / Add.1).

48. يُستكمل هذا الحكم بالفقرة 2 من نفس المادة (491) التي تنص على ما يلي: "ومع ذلك، عندما يُبعد أحد الزوجين من أراضي المملكة، يمكن أن يتعرض الزوج الآخر، ذا الشهرة العامة، لعلاقة زانية مقاضاة بحكم المنصب بناءً على طلب المدعي العام".

الملاحق 1 :

محدودية القانون رقم 103.13 المتعلق بمحاربة العنف ضد النساء

54. لا يتبنى التعريفات الدولية المتعلقة بالتمييز ضد المرأة، والعنف القائم على النوع الاجتماعي (VGB)، والممارسات الضارة، والاستغلال الاقتصادي، الخ، "مما يترك سلطة تقديرية واسعة للمسؤولين عن تطبيق القانون في سياق مجتمعي مشبع بقوة بثقافة "أبوية" ⁴⁵؛
55. يعتمد نهج عقابي يتمثل في زيادة الغرامات وعقوبات السجن ⁴⁶ بدلاً من المنع (تخصيص مادة واحدة فقط لذلك)، وحماية الضحايا والتكفل بهن؛
56. يستبعد أي إمكانية لاستصدار أمر حماية في سياق التدابير المدنية ويحصر تنفيذ تنفيذ أوامر الحماية لفائدة الضحية في حالات المتابعة الجنائية للمعتدي .
57. لا يأخذ في الاعتبار معيار "العناية الواجبة" الذي يتطلب من جميع السلطات المعنية التحقيق ومعاقبة المعتدين وإصلاح الأضرار التي لحقت بالضحايا؛
58. ينص على ثلاث مواد جديدة في القانون الجنائي (المواد 481 - 1 و 503 - 2 - 1 و 526 - 1)، والتي تسمح بالإلغاء التلقائي لجميع المتابعات القضائية في حالة سحب الضحية لشكاها، مما يسمح بتشجيع الضغط الاجتماعي على ضحية العنف .
59. لا ينص على قلب عبء الإثبات، لا سيما بالنسبة لجرائم مثل الاغتصاب أو التحرش الجنسي، والتي لها تأثير رادع على الضحايا في مرحلة تقديم الشكوى؛
60. لا ينص على ضرورة فرض عقوبات على السلطات المختصة التي لا تحترم أو تمتنع عن تنفيذ أحكام القانون رقم 103 - 13؛
61. يحد من قدرة الجمعيات على أن تكون أطرافاً مدنية في دعاوي العنف من خلال اشتراط تمتعها بصفة المنفعة العامة ومطالبتها بالحصول على إذن الضحية .

45. المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي (CESE)، "القضاء على العنف ضد الفتيات والنساء: طوارئ وطنية"، إحالة ذاتية رقم 2020 / 00 .

46. خصوصاً المواد ارقام 503-1 و 425 و 426 و 427 و 429 و 407 من القانون الجنائي .

- بالعنف الزوجي و 3% فقط ابلغن بالعنف الجنسي⁴³. وهذا يساعد في تعزيز القبول الاجتماعي للعنف القائم على النوع الاجتماعي وبالتالي إفلات المعتدين من العقاب.
50. هناك عدة اعتبارات أخرى تشجع الضحايا على التزام الصمت، بالإضافة إلى الضغط الاجتماعي والعائلي، لا سيما في حالات العنف المنزلي: تكلفة التقاضي والمساطر القانونية وبطنها، والجهل، وتكاليف هذه المتابعات، ووجود الأطفال، ومخاطر فقدان مورد العيش، إضافة إلى الاختلالات والنقص في نظام التكفل بالنساء ضحايا العنف، إلخ⁴⁴.
51. في مواجهة هذه الوضعية، تعتبر استراتيجية الحكومة في هذا المجال عاجزة عن الاستجابة لاحتياجات الضحايا ولا تراعي الطبيعة البنوية للعنف، وبالتالي تعزز القبول الاجتماعي والاستخفاف بالعنف القائم على النوع الاجتماعي (VGB) (انظر الملحق الأول المتعلق بالقانون رقم 103.13).
52. خلال جائحة كورونا (كوفيد 19)، تفاقم العنف المنزلي بسبب العزلة الاجتماعية والقيود المفروضة على السفر وكذلك الضغوط الاقتصادية والاجتماعية المترتبة عليه. وقد عانت النساء الفقيرات ولم تستطعن الابلاغ عن هذا العنف وبشكل خاص بسبب صعوبة الوصول إلى وحدات التكفل القائمة وأيضاً بسبب عدم تمكن النساء، خاصة منهن المعوزات من استعمال وسائل التكنولوجيا الجديدة في الاتصال.

53. التوصيات:

- العمل بشكل فوري على المراجعة الشاملة والجزرية للتشريع الجنائي والقانون رقم 103.13 المتعلق بمحاربة العنف ضد النساء على وجه السرعة بما يتوافق مع المعايير الدولية في هذا المجال؛
- تفعيل استراتيجيات القطاعات الوزارية المختلفة بفاعلية وبالتنسيق مع جميع الجهات الفاعلة المعنية؛
- تعزيز الوعي لدى الرأي العام بالعنف القائم على النوع الاجتماعي (VGB) : وإدراجه كمادة ضمن المناهج المدرسية وفي برامج التكوين الموجهة للفاعلين الاجتماعيين والمسؤولين عن إنفاذ القانون؛

43. الندوبية السامية للخطيط (HCP)، المسح الوطني حول انتشار العنف ضد المرأة (ENPVF)، 2019.

44. المرصد الوطني لحقوق الإنسان، (2021)، مرجع سابق.

4.5. التوصيات :

- تفعيل قانون "إجبارية التمدرس" ، بدءاً من مرحلة التعليم الأولي ، من خلال استراتيجي ة تقوم على مبدأ المساواة بين الجنسين مع الأخذ بعوائل ولوج الفتيات للتمدرس وضمان مواظبتهن ونجاحهن؛
- إعداد وتنفيذ خطط عمل للنهوض بالصحة الإنجابية وفقاً للمؤتمر الدولي للسكان والتنمية في 1994 (CIPD) ، واتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة (CEDAW) والتوصية العامة رقم 24 الخاصة بلجنة الاتفاقية في عام 1999) بشأن "المرأة والصحة"؛
- تفعيل خطة وطنية استباقية من أجل جعل الرفع من نسبة النشاط الاقتصادي للنساء واعتبار ذلك أولوية وطنية؛
- توسيع نطاق استفادة النساء من الخدمات (الاجتماعية والعائلية المختلفة ، لا سيما تلك المستبعدة من نطاق تشريعات الشغل .

4. العنف القائم على النوع الاجتماعي

46. سجل العنف ضد الفتيات والنساء معدلات تنذر بالخطر . في عام 2019 ، عانت 7.6 مليون امرأة وفتاة تتراوح أعمارهن بين 15 و 74 عاماً (حوالي 57.1 %) من فعل عنف واحد على الأقل ، خلال الاثني عشر شهراً السابقة للمسح ، مع انتشار العنف النفسي بنسبة 47.5 % . وبرغم ذلك ، لا يحتوي القانون رقم 103.13 على أي حكم محدد يجرم هذا النوع من العنف .

47. تتعرض النساء للعنف القائم على النوع الاجتماعي في جميع الفضاءات بما في ذلك الفضاء الافتراضي (13.8 % ضحايا للعنف السيبراني) . غير أن السياق المنزلي والزوجي يشكل الفضاء الذي يعرف انتشاراً كبيراً للعنف القائم على التمييز الجنسي وذلك بنسبة بنسبة 52.2 %).⁴²

48. على الرغم من اتساع هذه الظاهرة ، إلا أن النساء الضحايا لم يبلغن إلا نادراً وقلّة منهن فقط اتخذن إجراءات قانونية أو تقدمن بشكوى إلى السلطات المختصة: 11.3% فقط بلغن عن تعرضهن للعنف من طرف شخص غير الزوج ، و 8 % ابغن

41. الندوية السامية للتخطيط (HCP) ، المسح الوطني حول انتشار العنف ضد المرأة ، (2019) ENPVF)

42. الندوية السامية للتخطيط (HCP) ، نفس المرجع .

42. في ما يتعلق بالخدمات الصحية المرتبطة بالأمومة، فإن أكثر من امرأة واحدة بين كل أربع نساء بالعالم القروي يلدن خارج المؤسسات الصحية (28.4% بالمقابل 11% من سكان المدن). وتبلغ نسبة النساء القرويات اللاتي استفدن من الخدمات الصحية المؤهلة للولادة 79.6% مقابل 95.6% من نساء الحضر. إن الولوج إلى الخدمات الصحية الخاصة بما بعد الولادة تشهد نفس الاتجاه حيث لا تصل إليها سوى 15.6% من النساء القرويات (مقابل 27.2% بالنسبة للنساء من سكان المدن)³⁴.

43. لتفادي الوصم الذي يقترن بوضع طفل خارج إطار الزواج، تلجأ مئات النساء المغربيات إلى الإجهاض السري³⁵ في ظروف صحية تعتبر هي السبب الرئيسي للوفاة بين الفتيات المراهقات وأحد العوامل المهمة لوفيات الأمهات. ويقدر تكرار هذه الممارسة، التي تؤثر على جميع الفئات، بما يتراوح بين 50000 إلى 80000 في السنة بين النساء البالغات من العمر من 15 إلى 44 عاماً³⁶.

الشغل

44. على الرغم من التقدم في تعليم النساء، فإن المغرب مازال متأخراً بشكل كبير من حيث مشاركة النساء في سوق الشغل، كما أن الأمر الأكثر إثارة للقلق هو الانخفاض المستمر في نسبة نشاطهن (من 23.2% في عام 2017 إلى 19.9% في عام 2020، مقابل 70.4% في عام 2020 للرجال)³⁷. حيث أن معدل الشغل لدى النساء لم يتجاوز 16.7% مقابل 62.9% للرجال. في عام 2020، بلغت نسبة بطالة الإناث 16.2% مقابل 10.7% للرجال³⁸. المناصب التي تشغلها النساء بشكل عام غير مستقرة وغير رسمية³⁹. (إذ لأن أعلى نسبة تتعلق بقطاع الخدمات المنزلية التي تمثل النساء ضمنه نسبة (54.1% في عام 2020)، والأعمال غير مدفوعة الأجر (35% مقابل 8.6% للرجال) وتتنخفض نسبة النساء المشغلات بشكل كبير (7.6%)، المشغلات المستقلات (11.2%)، والمقاولات الذاتيات (17.7% مقابل 39.8% للرجال)⁴⁰.

34. وزارة الصحة، المسح الوطني حول السكان وصحة الأسرة (ENSPF)، 2018.

35. في غياب الأرقام الرسمية، أبلغت الجمعية المغربية لمكافحة الإجهاض السري عن 600 إلى 800 حالة إجهاض سري يومياً.

36. الجمعية المغربية لتنظيم الأسرة، دراسة تحليلية وثائقية عن الإجهاض غير الآمن في المغرب، 2015

37. مذكرة إعلامية من الندوبية السامية للتخطيط (HCP)، صادرة في 8 مارس 2021

38. الندوبية السامية للتخطيط (HCP)، المرأة المغربية بالأرقام، 20 عاماً من التقدم، 2021

39. المرصد الوطني لحقوق الإنسان (ONHD) (2021)، نفس المرجع.

40. الندوبية السامية للتخطيط (HCP) (2021)، نفس المرجع.

3. الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية

38. تواجه النساء والفتيات²⁹ معاملة غير مساوية للرجال في الأبعاد المتعلقة بأهداف التنمية المستدامة (ODDs): 3 و4 و5 و8. من بين الوضعيات الأكثر إثارة للقلق:

التربية والتكوين

39. بالرغم من الجهود المبذولة، إلا ان الأمية لا تزال سمة غالبية للفتيات وسكان القرى وتخص 46.1% من النساء مقابل 25.4% من الرجال^{30 31} (2019). ما يقرب من 20.5% من الفتيات اللاتي تتراوح أعمارهن بين 4 و17 عامًا لا يتمتعن بحق التمدرس (مقابل 17.3% للأولاد) نسبة التمدرس في التعليم الاولي للفتيات (2019-20) أقل بـ 7 نقاط عن نسبة الاولاد (73% مقابل 80.1%). هذه الفجوة التي تصل إلى 15 نقطة في المناطق القروية (57.4% للفتيات مقابل 72.4% للأولاد) تتزايد في التعليم الثانوي التأهيلي بنسبة تعليم محددة لمن تتراوح أعمارهم بين 15 و17 عامًا تبلغ 39.2% للفتيات القرويات (50.5% للأولاد) مقابل 68.7% لسكان المدن بفارق 29.5 نقطة³².

40. بالإضافة الى ذلك، فإن 55.2% من الفتيات والنساء في سن 12 عامًا فأكثر لم يكملن التعليم الابتدائي (أكثر من 13 نقاط زائدة مقارنة بالأولاد والرجال)؛ 67.8% منهن تبلغ أعمارهن 15 عامًا فأكثر لم يكملن التعليم الثانوي (أكثر من 10 نقاط زائدة مقارنة بالأولاد والرجال) و 81.5% من الذين تبلغ أعمارهم 18 عامًا فأكثر لم يكملن سلك التعليم الثانوي التأهيلي (أكثر من 5 نقاط زائدة مقارنة بالرجال)³³.

الصحة

41. على الرغم من التقدم الملموس، تواجه النساء، وخاصة الفقيرات و / أو القرويات، العديد من العقبات في الحصول على العلاجات الصحية والإنجابية. وبرغم أن نسبة وفيات الأمهات انخفضت على المستوى الوطني إلى 72.6 حالة وفاة لكل 100000 ولادة حية، فإنها تظل مرتفعة للغاية في المناطق القروية (111.1 مقابل 44.6 حالة وفاة في المناطق الحضرية).

29. فئات معينة من النساء معوزة بشكل خاص (انظر الملحق 3: فئات النساء المعوزات).

30. 65.1% و 84% هي نسبة معرفة القراءة والكتابة للذكور في الريف والحضر على التوالي.

31. الندوبية السامية للتخطيط (HCP)، نفس المرجع، 2021.

32. MEN، مؤشرات التعليم 2019-2020.

33. المرصد الوطني للتنمية البشرية (ONHD)، التمييز متعدد الجوانب ضد النساء في المغرب، 2021.

ب- القانون الجنائي:

34. يعود هذا القانون إلى عام 1962، ويعكس فلسفة ذكورية تركز الأحكام التمييزية وتتيح انتهاك الحريات الفردية خاصة للنساء، لا يجرم القانون الجنائي الاغتصاب الزوجي أو بعض أشكال العنف ولا يسمح للمرأة المعوزة الوصول بسهولة إلى مؤسسات الحماية والمساعدة القانونية والقضائية. كما تنص أحكام الاغتصاب على تسلسل هرمي بين الضحايا (متزوجات وغير متزوجات، وعذارى وغير عذارى). توصف جرائم الاغتصاب و "هتك العرض" بأنها جرائم ضد "نظام الأسرة والأخلاق العامة". لا يزال تجريم العلاقات الجنسية خارج الزواج والزنا والإنهاء الطوعي للحمل (الإجهاض) ساري المفعول (انظر الملحق 2).

س- قانون الجنسية

35. عدل هذا القانون عام 2007 وينص على أن الزوجة الأجنبية يمكن أن تحصل على جنسية زوجها المغربي في حين أن هذا الحق غير معترف به للزوج الأجنبي الذي يتزوج من امرأة مغربية (المادة 10).

36. إضافة إلى ذلك، أدخلت المادة 19 من القانون تمييزا جديدا حيث نصت على أن " تتخلي عن الجنسية المغربية المرأة المغربية التي تتزوج من أجنبي وتحصل بحكم زواجها على جنسية الزوج ويكون قد أذن بالتخلي عن الجنسية المغربية بمرسوم مسبق على إبرام الزواج".

37. التوصيات :

- وضع جيز التنفيذ تدابير مؤقتة خاصة تهدف إلى ضمان الإنصاف والمساواة بين الرجل والمرأة، وفقاً للدستور والمادة 4 من اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة (CEDAW).
- تعديل مدونة الأسرة لمنح المرأة نفس الحقوق في إبرام الزواج أو في فسخه أو في العلاقات مع الأطفال وفي مسائل الميراث، وفقاً للمادة 19 من الدستور والمادة 16 من اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة (CEDAW)؛
- مراجعة القانون الجنائي بشكل جذري وشامل وإلغاء أحكامه التمييزية والقمعية؛
- الاعتراف بحق المرأة في نقل جنسيتها إلى زوجها الأجنبي بنفس الشروط التي يعترف بها القانون للرجل.

29. (المادة 236). ولا يجوز للأُم أن تأخذ الوصاية إلا في حالة عجز الأب (مثل الوفاة أو الغياب أو فقدان الأهلية أو غير ذلك من الأسباب) (المادة 238) .
30. النسب، رفضت محكمة النقض اعطاء النسب الأبوي لطفل مولود خارج إطار الزواج على الرغم من تقديم نتائج الخبرة الجينية التي تثبت النسب للأب وذلك وفقاً للقرار رقم 1/275، الصادر في 29 سبتمبر 2020.
31. تقسيم الممتلكات المكتسبة أثناء الزواج : تترك المادة 49 من مدونة الأسرة (CdF) الحرية للزوجين في الاتفاق، وقت إبرام الزواج، على الطريقة التي يرغبان في توزيع الممتلكات وفقاً لها. وبرغم ذلك، ففي عام 2019، فإن 0.25% فقط من الزوجات كانت مصحوبة بمثل هذا العقد²⁵ لأنه لم يتم إبلاغ أزواج المستقبل بهذا الاجراء أو لأن العائلات تتردد في إبرام مثل هذا الاتفاق وقت الزواج. إذا تعذر إبرام مثل هذا العقد، تنص المادة 49 من مدونة الأسرة على أنه " يجب اللجوء إلى القواعد العامة للإثبات، مع مراعاة شغل كل من الزوجين والجهود التي بذلها والمسؤوليات التي تحملها للتنمية ثروة العائلة". تسمح هذه الصياغة غير الدقيقة للقاضي بطلب دليل ملموس على مساهمة الزوجة المالية وتجاهل مساهمتها من خلال شغلها المنزلي والرعاية، كما يتضح ذلك من قرارات عديدة لمحكمة النقض.
32. يعتبر تشريع الميراث تشريع تمييزي : تترث المرأة نصف نصيب الرجل حتى لو كانت على نفس الدرجة من القرابة مثل الرجل. فنجذ أن الورثة الذكور يستحقون كامل الميراث، أما الإناث فلا يحق لهن إلا نصيب يحدده القانون حسب درجة قرابة المتوفى بهن ويتم الحاق غيرهن من الورثة في التركة.
33. بالإضافة الى ذلك، يمكن أن تُحرم المرأة تمامًا من نظام "الأوقاف"²⁶ الذي يستخدم للانتفاف على قواعد الميراث وتفضيل الورثة الذكور. على الرغم من إصلاحه، مازال قانون ملكية الجبوس²⁷ يحتفظ بمواد تمييزية ضد النساء²⁸.

25. LesEco.ma الصادر بتاريخ 05/04/2021 <https://leseco.ma/maroc/partage-des-biens-entre-epoux-pourquoi-faut-il-amender-la-loi.html>

26. الأصول الثابتة بشكل مؤقت أو دائم .

27. الظهير الشريف رقم 1.09.236 الصادر في 23 فبراير 2010 المتعلق بمدونة ممتلكات الجبوس (مدونة الأوقاف) .

28. مدونة ممتلكات الجبوس، 2010 (المادتان 110 و 113) .

2.2 الحقوق المدنية

أ- مدونة الأسرة

25. تعدد الزوجات ، هو نظام مهين لكرامة النساء ، في حين أن نسبة تعدد الزوجات ضئيلة ولا تخص إلا نسبة 2% فقط من النساء.¹⁴
26. يخضع زواج القاصرات¹⁵ لإذن القاضي بعد خضوع الفتاة للكشف الطبية أو إجراء بحث اجتماعي¹⁶ وعدم الخضوع لأي رفض¹⁷ ، يشكل مصدر قلق كبير: وقد زادت طلبات الإذن بزواج الأطفال من 30312 في عام 2006 إلى 32104 في عام 2018¹⁸ ، ومثلت في عام 2015 ، نسبة 10 % من إجمالي عقود الزواج الصادرة.¹⁹ كما تمت الموافقة على ما يقرب من 85 % من الطلبات المقدمة بين عامي 2018²⁰ و 2011 وتضمنت غالبية الفتيات اللاتي يمثلن 94.8 % من إجمالي القاصرين المتزوجين²¹ (حوالي 45.786). لا تشمل هذه الإحصائيات الزيجات غير الرسمية (مثل الزواج بالفاتحة من خلال "العقود") أو الزيجات التي عقدت بموجب مادة ثبوت الزوجية (المادة 16²² من مدونة الأسرة والتي تمثل وحدها 15 % من حالات زواج اللقاصرات المبرمة بين عامي 2015 و 2019²³ .
27. يجب ان تكون هذه الممارسة الضارة استثناء. وبرغم ذلك ، ومن الناحية العملية ، استفاد 12.42% فقط من القاصرين المتزوجين من بحث أجراه أخصائي اجتماعي ، بينما قابل 87.56% من القاصرين المتزوجين قاض فقط²⁴ .
28. الحضانة والوصاية على الأطفال: تنص مدونة الأسرة على أنه يترتب على زواج الأم إسقاط حقها في الحضانة (المادة 175). ويُعَيَّن الأب تلقائياً بصفته الولي الشرعي للطفل
-
14. وزارة العدل ، المندوبية السامية للتخطيط (HCP) ، المرأة المغربية بالأرقام ، عشرون عاما من التقدم ، 2021 .
15. تحدد مدونة الأسرة (CdF) السن القانوني للزواج بـ 18 عامًا مع الإذن الذي يسمح به القاضي للزواج قبل السن القانوني .
16. المادة 20 من مدونة الأسرة (CdF) .
17. مدونة الأسرة (CdF) ، المادة 20 .
18. جلسة إحصاءات من وزارة العدل . المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي (CESE) ، " ماذا نفع حيال استمرار زواج الأطفال في المغرب؟ إحالة ذاتية رقم 41/2019 " ، 2019 .
19. المندوبية السامية للتخطيط (HCP) المرأة المغربية بالأرقام . الاتجاهات في الخصائص الديموغرافية والاجتماعية المهنية ، 2016 .
20. المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي (CESE) ، المرجع السابق .
21. المندوبية السامية للتخطيط (HCP ، RGPH ، 2014) .
22. تستخدم المادة 16 من مدونة الأسرة (CdF) بطريقة احتمالية للتحايل على أحكام القانون بشأن الإذن بتعدد الزوجات وكذلك الخاص بزواج القصر .
23. رئاسة النيابة العامة ، ملخص دراسة تشخيصية عن زواج القصر ، 2021 .
24. رئاسة النيابة العامة ، مرجع سابق .

2. الحقوق السياسية والمدنية

1.2 الحقوق السياسية

19. منذ عام 2017 تحسنت المشاركة السياسية والعامة للمغربيات نسبياً. ومع ذلك، وعلى الرغم من مراجعة النظام الانتخابي، لا تزال النساء يواجهن عقبات بنيوية وقانونية ويظللن ممثلات تمثيلاً ناقصاً إلى حد كبير، حيث تظل نسبة تمثيليتها في المؤسسات الانتخابية ومراكز صنع القرار ناقصة إلى حد كبير، إذ أن المغرب يحتل المركز 112 من 193 دولة في عام 2011¹¹.
20. وفي الواقع، فقد أدى القانون التنظيمي رقم 11-11 المتعلق بمجلس النواب¹² الذي يخصص 90 مقعداً خاصاً للنساء من أصل 395 مقعد في الغرفة الأولى إلى زيادة النسبة من 20.5% في عام 2016 إلى 24.3% في عام 2021.
21. على مستوى مجلس المستشارين، وعلى الرغم من مبدأ التناوب، الذي وضعه القانون التنظيمي رقم 11-28 المتعلق بمجلس المستشارين، فقد سجل تمثيل النساء - وهو ضئيل للغاية - انخفاضاً طفيفاً من 14 إلى 13 عضواً من أصل 120 عضواً في هذه الغرفة.
22. من جهة أخرى، تشغل امرأة واحدة فقط من بين 11 عضواً وأربع سيدات فقط من بين 14 عضواً مقاعد في مجلسي البرلمان الثاني والأول على التوالي. ولا توجد امرأة تتراأس أي فريق أو مجموعة برلمانية من بين الفرق الثمانية الموجودة في مجلس النواب، وهناك امرأة واحدة فقط تتراأس فريقاً واحداً من أصل 11 فريق يكونون مجلس المستشارين.
23. تحسن وصول المرأة إلى مناصب صنع القرار في السلطة التنفيذية بوجود 6 سيدات عضوات في الحكومة في 7 أكتوبر 2021، أي 25% (مقابل 16.7% في عام 2019)، أكثرهن يتولين مناصب مهمة مثل الاقتصاد والمالية.
24. من ناحية أخرى، تم تعيين 137 سيدة فقط في المناصب العليا خلال الفترة من 2012 إلى 2020¹³ (نسبة التأنيث بلغت 11.8%).

11. ترتيب الاتحاد البرلماني الدولي،

In. <https://data.ipu.org/women-ranking?month=8&year=2021>

12. اعتمد في 2011 وُعُدل في 2021.

13. وزارة الاقتصاد والمالية والإصلاح الإداري، تقرير حول الموارد البشرية، مشروع قانون وزارة المالية للسنة المالية 2021.

3.1 الآليات المؤسسية الخاصة بحقوق الإنسان للنساء؛

16. إن تعيين "وزيرة التضامن والإدماج الاجتماعي والأسرة (MSISF)" مسؤولة عن النهوض بحقوق النساء (في 10/7/2021) يعكس رؤية سياسية تحصر القضايا المتعلقة بحقوق النساء في البعد الاجتماعي والأسري . لم تتوقف الحركة النسائية أبداً عن الإشارة إلى نقاط الضعف البنوية الموجودة في هذه الآلية والتي تعيق قدرتها على تحفيز وإنعاش وتنسيق السياسات العمومية المخصصة للمساواة بين المرأة والرجل .
17. خضعت هيئة المناصفة ومكافحة كل أشكال التمييز (Apald) التي أنشئت بموجب القانون رقم 79.14⁸ (الصادر في 2017) للعديد من التوصيات⁹ التي اعتبرت "مقبولة وطور التنفيذ" خلال الاستعراض الدوري الشامل (EPU) السابق . ورغم ذلك ، لم يتم إنشاء هذه المؤسسة حتى الآن ، بل إن القانون المتعلق بها جاء منافياً لمبادئ باريس التي تؤكد على استقلالية وحياد المؤسسات الوطنية¹⁰ ، وقيد مجال تدخلها حيث حصر دورها في الاستشارة والاقتراح وفق الطلب ، وذلك ضداً على ما ورد في مذكرات الجمعيات النسائية والمؤسسات الوطنية خلال فترة النقاش التشريعي .

18. التوصيات:

- إنشاء آليات مؤسسية خاصة بالمساواة بين الجنسين ، مع منحها الصلاحيات اللازمة لضمان التنسيق بين القطاعات ، ورصد وتقييم تنفيذ السياسات العمومية في هذا المجال؛
- تعديل القانون المنشئ لهيئة المناصفة ومكافحة كل أشكال التمييز (Apald) لتزويدها باختصاصات الحماية والوقاية والنهوض والصلاحيات والقدرات لضمان توجيه ومراقبة وتقييم تنفيذ جميع التشريعات والسياسات العمومية وفقاً للمتطلبات الدستورية ومبادئ باريس .

8 . الجريدة الرسمية (BO) عدد 6644 الصادرة في 01/02/2018 .

9 . التوصيات أرقام 144.45 ؛ 144.47 ؛ 144.207 .

10 . انظر الآراء التالية : المجلس الوطني لحقوق الإنسان (CNDH) ، "الرأي في مشروع قانون رقم 14-79 المتعلق بهيئة المناصفة ومكافحة كل أشكال التمييز 2015 ،" (Apald) . المجلس الاقتصادي والاجتماعي

12. إن التعديلات التي أدخلت على القانون رقم 62.17 محدودة أيضاً إلى حد كبير بموجب الدورية الوزارية عدد 6303 الصادرة في 13 مايو 2020، حيث نصت على أن حيازة الملكية الخاصة للأراضي الجماعية في المناطق غير المسقفة مشروط بصفة من لهم الحق في الإقامة الدائمة في قطعة الأرض المذكورة، وممارسة النشاط الزراعي والتمتع الكامل بقطع الأراضي الجماعية التي يجب ألا تقل مساحتها عن 10 هكتار؛ وهي المتطلبات التي لا تتوفر لدى الغالبية العظمى منهن. وهكذا، فإن ما اعطاه القانون رقم 62.17 بيد، أخذه نصه التطبيقي والدورية عدد 6303 باليد الأخرى.
13. تكرر مدونة الأسرة (CdF) الصادرة سنة 2004 أشكالاً عديدة من التمييز، على الرغم من سحب المغرب لتحفظه على المادة 16 من اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة (CEDAW) واعتراف الدستور بالمساواة بين الرجل والمرأة، بما في ذلك الحقوق المدنية (راجع الجزء الثاني من هذا التقرير).
14. خضع القانون الجنائي في عام 2018 لمراجعات جزئية عززت حماية النساء من العنف، من خلال القانون رقم 103.13 الذي يكمل ويعدل القانون المذكور. وبرغم ذلك، فإن هذه التعديلات لا تفي بمتطلبات الاتساق والشمول اللازمين لمحاربة التمييز والعنف وانتهاكات حقوق وحرية النساء بشكل أكثر فاعلية. لم يأت مشروع تعديل القانون الجنائي (رقم 16 - 10)، الذي اعتمدته الحكومة (في يونيو 2016) ثم طرح للنقاش في البرلمان، بأي مقترحات تعديل مهمة فيما يتعلق بحقوق الإنسان الخاصة بالنساء. لقد اكتفى بالتعامل مع الإنهاء الطوعي للحمل (الإجهاض IVG)، ولكن بطريقة مقيدة للغاية. تم سحب مشروع القانون هذا من قبل الحكومة الجديدة من نطاق "المناقشة البرلمانية" في 8 نوفمبر 2021.

15. التوصيات:

- اعتماد قانون شامل ضد التمييز المباشر وغير المباشر وضمان التطبيق الفعال له كما هو محدد في المادة الأولى من اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة (CEDAW) والدمج المنهجي لمواد تحظر التمييز ضد النساء والفتيات وتعاقب عليه في القوانين واللوائح، عند الاقتضاء؛
- ملاءمة الترسانة القانونية في مجملها لأحكام الدستور والتزامات المغرب الدولية.

8. بعد مرور أكثر من عامين على دخول القانون رقم⁶ 19.12 المتعلق بتحديد شروط الشغل والتشغيل المتعلقة بالعاملات والعمال المنزليين، (الصادر في 2/10/2018) حيز التنفيذ، لا يزال عمال المنازل - ومعظمهم من الإناث - يعانون من ظروف شغل ومعيشة مهينة. في الواقع، فقد سجل الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي، فقط 3.253 تصريحاً في 2 مارس⁷ 2021 . بالإضافة إلى ذلك، فإن القانون السابق ذكره، والذي يحدد سن الشغل بثمانية عشر (18) عاماً، يسمح بفترة انتقالية مدتها خمس سنوات، والتي سيظل من الممكن خلالها تشغيل القاصرين الذين تتراوح أعمارهم بين ستة عشر (16) وثمانية عشر (18) عاماً.
9. القانون رقم 62.17 المتعلق بالإشراف الإداري على الأراضي الجماعية (الصادر في يوليو 2019) : على مدى قرون، لم تستفد النساء من الجماعات «السلالية»، من حق الانتفاع بالأراضي الجماعية وكان لا يحق لها الحصول على تعويض بعد عمليات نقل أو تأجير الأراضي الجماعية، وذلك بسبب تطبيق القانون العرفي والممارسات الأبوية.
10. بعد مرور ما يقرب من عقدين من تعبئة حركة السلاليات، معظمهن فقيرات، من أجل الاعتراف بحقهن في الأرض على نفس القاعدة مثلهن مثل الرجال، ينص القانون رقم 62.17 على أن أفراد الجماعات السلالية، نساءً ورجالاً، يمكنهم، من الآن فصاعداً، الاستفادة من الممتلكات الخاصة التي ينتمين لجماعتها . وعلى الرغم من هذا التقدم الكبير، إلا أن القانون المذكور لا يذكر صراحة المساواة بين المرأة والرجل.
11. بالإضافة إلى ذلك، فإن مرسوم القانون التنفيذي (رقم 2.19.973، الصادر في 2020) الذي يجعل من «الإقامة في أراضي الجماعة السلالية»، معياراً للاعتراف بالانتماء للجماعة، يجعل الاعتراف بالمرأة باطلاً بصفقتها وريثتها لأنه لتأسيس إقامة، يجب أن تتوفر على مسكن في قطعة أرض تستفيد منها بشكل كامل. لأن إثبات الإقامة كشرط للتمتع بالحقوق يقتضي ان تكون المرأة مقيمة، وبالتالي مستفيدة من الأرض التي تقيم بها، وهو الأمر الذي لا يمكن إثباته ما دامت النساء محرومات واقعيًا من ملكيتهن للأرض ووبرغم ذلك، فإن حكم القانون والعرف يعني أن السلاليات لم يتم الاعتراف بهن كصاحبات حق وبالتالي لا يمكن قانونياً المطالبة بالسكن في أراضي الجماعة.

6. الجريدة الرسمية (BO) عدد 6493 بتاريخ 08/22/2016.

7. صحيفة "الوماتان" الصادرة في 9 مارس 2021.

4. التوصيات:

- سحب الإعلانات التفسيرية المتعلقة بالمادة 2 والفقرة 4 من المادة 15 من اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة (CEDAW) والحرص على نشرها على نطاق واسع وتنفيذها من قبل المهنيين العاملين في مجال العدالة؛
- إيداع الصكوك المتعلقة بالانضمام إلى البروتوكول الاختياري (PO) لاتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة (CEDAW) والعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية لدى الأمانة العامة للأمم المتحدة؛
- التصديق على البروتوكول الاختياري (PO) الملحق بالعهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية (PIDESC)، واتفاقيتي منظمة العمل الدولية (OIT) رقم 189 و 190 على التوالي بشأن العملات والعمال المنزليين والعنف والتحرش في أماكن العمل.

2.1 ملاءمة التشريعات المحلية مع المواثيق الدولية لحقوق الإنسان

5. منذ عام 2017، تم إحراز تقدم ضئيل للغاية فيما يتعلق بملاءمة القوانين مع التزامات المغرب الدولية:
6. يكاد تعريف التمييز، وفقا للمادة 1 من اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة (CEDAW)، أن يكون منعدا في التشريع المغربي.
7. اكتفى القانون رقم 13-103 المتعلق بمحاربة العنف ضد النساء³ (الصادر في 2018) بمراجعة بعض مواد التشريع الجنائي دون مراعاة المعايير الدولية المعمول بها على الرغم من وجود العديد من الملاحظات والاقتراحات التي قدمها المجتمع المدني⁴ والمؤسسات الوطنية وكذلك من قبل " فريق العمل المعني بالقضاء على التمييز ضد النساء في التشريع والممارسة " و " المقررة الخاصة المعنية بقضايا العنف ضد النساء، أسبابه وعواقبه"⁵ (انظر الملحق 1).

3. الظهير الشريف رقم 1-18-19 الصادر في 22 فبراير 2018 المتعلق بإصدار القانون رقم 13-103 المتعلق بمحاربة العنف ضد النساء.

4. نذكر، على سبيل المثال، مذكرة "تحالف ربيع الكرامة (CPD)" المتعلقة بمشروع القانون 13-103.

5. رسالة موجهة بتاريخ 4/7/2017 إلى القائم بالأعمال المغربي في جنيف السيد/ بوكيلي، وفقاً لقرارات مجلس حقوق الإنسان أرقام 15/23 و 32/19 (المرجع: OL MAR 2/2017).

مقدمة

1. تم تنسيق هذا التقرير من طرف الجمعية الديمقراطية لنساء المغرب (ADFM)، في إطار عمل تحالف من الجمعيات غير حكومية تحمل اسم «الملاءمة الآن» (HarmonizationNow#)، وهو موجه إلى مجلس حقوق الإنسان تنفيذاً لقراره رقم 5/1، وتم إعداده من قبل 30 منظمة غير حكومية وشبكة عاملة في مجال الدفاع عن حقوق النساء وحقوق الإنسان. وتنتهز هذه المنظمات فرصة الاستعراض الدوري الشامل (EPU) لتقرير المغرب الرابع لتقاسم انشغالاتها وتوصياتها الرئيسية فيما يتعلق بوضع حقوق النساء في المغرب. وقد تم إعداده اعتماداً على المقاربة التشاركية حيث يقدم تقريراً عن حالة التقدم المحرز في تنفيذ توصيات الاستعراض الدوري الشامل (EPU) التي قبلها المغرب بعد مراجعة تقريره الدوري الثالث سنة 2017.

تحليل الأولويات والتوصيات في مجال حقوق النساء

أولاً- الالتزامات الدولية وملاءمة التشريعات المحلية مع الآليات الدولية لحقوق الإنسان

1.1 الاتفاقيات الدولية وبروتوكولاتها الاختيارية (PO)

2. على الرغم من إعلان المغرب أنه «قبل وشرع في تنفيذ» توصيات¹ الاستعراض الدوري الشامل (EPU) الأخير (الصادر في 2017) بشأن تعزيز التزاماته الدولية فيما يتعلق بالمساواة بين الجنسين، إلا أنه لم يتم إحراز أي تقدم في هذا المجال.
3. ففي الواقع، لم يسحب المغرب إعلاناته التفسيرية بشأن المادتين 2 و 15 (الفقرة 2) من اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة (CEDAW) ولم يودع الصكوك المتعلقة بالبروتوكول الاختياري (PO) الخاص بكل من اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة (CEDAW) والعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية (PIDCP)، وذلك على الرغم من إقرار القوانين² المتعلقة بالموافقة على البروتوكولات المذكورة ونشرها في الجريدة الرسمية، عدد 6387 الصادرة بتاريخ 07/07/2015.

1. ولا سيما التوصيات عدد 4-144؛ 6-144؛ 7-144؛ 16-144.

2. القانون رقم 125/12 المتعلق بالموافقة على البروتوكول الاختياري ((PO لاتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة (CEDAW) القانون رقم 126/12 المتعلق بالموافقة على البروتوكول الاختياري الملحق بالعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية (PIDCP).

قائمة المنظمات غير الحكومية المكونة لدينامية #الملاءمة الآن

- 1- الجمعية الديمقراطية لنساء المغرب
- 2- الجمعية المغربية لحقوق الإنسان
- 3- الجمعية المغربية للدفاع عن حقوق النساء
- 4- جمعية إنصات لمناهضة العنف ضد النساء- بني ملال
- 5- جمعية مبادرات لحماية حقوق النساء- فاس
- 6- جمعية منتدى المرأة المغربية
- 7- منتدى الأسرة المغربية
- 8- جمعية التضامن النسائي
- 9- جمعية نساء الجنوب
- 10- جمعية نعمة
- 11- جمعية أيادي حرة

لائحة بأسماء الجمعيات والاتلافات المساهمة والموقعة على التقرير (حسب الترتيب الأبجدي)

- 1- اتحاد العمل النسائي
- 2- الأورو-متوسطية للحقوق
- 3- الجمعية الديمقراطية لنساء المغرب
- 4- الجمعية المغربية لتنظيم الأسرة
- 5- الجمعية المغربية لحقوق الإنسان
- 6- الجمعية المغربية للدفاع عن حقوق النساء
- 7- الشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني
- 8- الفضاء الجمعي
- 9- جمعية الألفية الثالثة لتنمية الفعل الجمعي بالجنوب الشرقي
- 10- جمعية التحدي للمساواة والمواطنة
- 11- جمعية التضامن النسائي
- 12- جمعية أمل حركة النساء من أجل حياة أفضل
- 13- جمعية إنصات لمناهضة العنف ضد النساء- بني ملال
- 14- جمعية انطلاقا للتنمية والبيئة والثقافة - افورار
- 15- جمعية أيادي حرة
- 16- جمعية تطوعات نسائية
- 17- جمعية حركة بدائل مواطنة- فاس
- 18- جمعية شمل للأسرة والمرأة
- 19- جمعية شموع للمساواة
- 20- جمعية عدالة
- 21- جمعية مبادرات لحماية حقوق النساء- فاس
- 22- جمعية مبادرات للنهوض بحقوق النساء- مكناس
- 23- جمعية محاربة داء السيدا
- 24- جمعية منتدى المرأة المغربية
- 25- جمعية نساء الجنوب
- 26- جمعية نعمة
- 27- شبكة الجمعيات التنموية بواحات الجنوب الشرقي
- 28- شبكة المواطنة الأمازيغية - أزنا أمازيغية
- 29- منتدى الأسرة المغربية
- 30- منتدى بدائل المغرب

فهرس

4	قائمة المنظمات غير الحكومية المكونة لدينامية #الملاءمة الآن
4	لائحة بأسماء الجمعيات والائتلافات المساهمة والموقعة على التقرير (حسب الترتيب الأبجدي)
5	مقدمة
5	تحليل الأولويات والتوصيات في مجال حقوق النساء
5	1- الالتزامات الدولية وملاءمة التشريعات المحلية مع الآليات الدولية لحقوق الإنسان
5	1-1- الاتفاقيات الدولية وبروتوكولاتها الاختيارية (PO)
6	2-1- ملاءمة التشريعات المحلية مع الموائيق الدولية لحقوق الإنسان
6	3-1- الآليات المؤسسية الخاصة بحقوق الإنسان للنساء
10	2- الحقوق السياسية والمدنية
10	1-2- الحقوق السياسية
11	2-2- الحقوق المدنية
11	أ- مدونة الأسرة
13	ب- القانون الجنائي
13	س- قانون الجنسية
14	3- الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية
14	• التربية والتكوين
14	• الصحة
15	• الشغل
16	4- العنف القائم على النوع الاجتماعي
18	الملحقات



أنجز هذا التقرير بدعم من هيئة الأمم المتحدة للمرأة. محتويات هذه الوثيقة هي مسؤولية الجمعيات الموقعة ولا يمكن في أي حال من الأحوال اعتباره يعكس وجهات نظر الهيئة.

رقم الإيداع القانوني : 2022MO1400
ردمك : 978-9920-30-416-0

تقرير المنظمات الغير حكومية للدفاع
عن حقوق النساء في المغرب في إطار
الاستعراض الدوري الشامل الرابع
(UPR)

بتنسيق الجمعية الديمقراطية لنساء المغرب

مارس 2022

تقرير المنظمات الغير حكومية للدفاع عن حقوق النساء في المغرب

في إطار
الاستعراض الدوري الشامل الرابع

بتنسيق

الجمعية الديمقراطية لنساء المغرب

مارس 2022